

Camille DANSETTE
DEA de Science Politique
2000/2001

Directeur de Mémoire :
M. Stéphane LAUNAY

La Stratégie Américaine
dans
la Crise du Kosovo

Université de Lille II
Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales

Sommaire

I. Modalité de l'intervention américaine au Kosovo.

II. Prédominance stratégique.

III. Nouvelle donne stratégique ?

INTRODUCTION

L'implosion de l'URSS et de son empire, au début des années 1990, marquèrent le triomphe des Etats-Unis désormais « superpuissance unique »¹ au monde. Ils exercent en effet une domination en terme de puissance économique et financière, technologique, militaire, culturelle. Nul autre pays n'est en possession d'une telle plénitude d'attributs de la puissance. Ce statut leur confère donc une image de « gendarme du monde » pouvant intervenir militairement dans toutes les crises à la surface du globe. Mais, paradoxalement, les Etats-Unis contrairement à une caricature répandue n'ont aucunement l'intention de remplir ce rôle. Leur vocation universaliste et le caractère inévitable de leur implication à l'extérieur est en fait, largement contrebalancé par une culture de repli sur soi. Ainsi, en matière de déploiement de leurs forces à l'étranger, leur choix est sélectif. Selon Caspar Weinberger, secrétaire de la défense en 1984, le recours à la force se doit d'être ponctuel, décisif et réservé à la défense des intérêts vitaux. La guerre du Golfe illustre parfaitement ce type de recours à la force, Colin Powell, président des chefs d'état-major intégrés étant d'ailleurs le disciple de Weinberger. Lors de son premier mandat, Clinton tenta une politique d'intervention extérieure « active » avec la participation des troupes au sol en Somalie. Mais le traumatisme provoqué par la mort de 18 soldats, allié à un retour d'une majorité républicaine au Congrès en 1994 mit fin à cette orientation. Ainsi, en novembre 1995, lors des Accords de Dayton, qui mettent fin à la guerre en Bosnie et recomposent la Yougoslavie², les Américains pressés pour des raisons électorales bouclèrent la paix au plus vite. Ils auraient du poser la question de l'avenir du Kosovo mais Milosevic s'y opposa farouchement. Le problème fut complètement occulté alors même que la guerre commença là-bas. C'est en effet au nom de la « défense des serbes au Kosovo » que Milosevic se construisit son succès.

¹ Expression employée par de nombreux théoriciens américains dont Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, il est l'un des deux plus célèbres gurus de la politique extérieure américaine avec son rival républicain, Henry Kissinger.

² Cf. Annexe 1 : la Yougoslavie avant la reconstitution des Accords de Dayton.

Depuis le début des années 1990, les autorités serbes y pratiquent en effet une politique de discrimination à l'égard de la communauté albanaise. Après avoir mis en place un régime d'exception, Belgrade abrogea, en mars 1989, le statut d'autonomie de la province, obtenu par la Constitution de 1974. En juin 1990, le gouvernement et le Parlement du Kosovo étaient suspendus, mesure suivie d'intimidation, de répression systématique et de licenciements massifs. D'un côté les Albanais sont poussés à l'exode et de l'autre les Serbes sont invités à venir « repeupler » le Kosovo.

Cette politique discriminatoire s'explique selon la propagande officielle serbe par la valeur mythique de la province. Le Kosovo serait le « berceau de la civilisation serbe » puisque théâtre de la « plus glorieuse défaite » contre les Ottomans en 1389. En réalité, les considérations sont plutôt d'ordre stratégique³ et d'ordre ethnique. Ces tensions ethniques remontent au partage des anciens territoires de l'empire ottoman à l'issue des guerres balkaniques en 1913. Comme les populations étaient partout mêlées, les nouvelles frontières ne pouvaient coïncider avec les limites ethniques, les Albanais qui avaient la conscience nationale la moins développée, se sont retrouvés dispersés. Le Kosovo, majoritairement albanais, se voyait rattacher à la Serbie. Mais ces derniers refusèrent d'être placés sous l'autorité de Belgrade. La cohabitation avec Serbes et Monténégrins, de langues et de religions différentes, fut tendue. Ces tensions se traduisirent par des périodes de résistance armée suivies de mesures discriminatoires de la part de Belgrade. Mais c'est surtout à la mort de Tito, en 1980, que le climat ne cessa de se détériorer. Les Albanais, suite à la période d'assouplissement engagée en 1966, demandèrent l'indépendance de la province. Commença alors une confrontation de plus en plus violente entre le nationalisme albanais et les autorités serbes, confrontation qui aboutit à la suppression de l'autonomie de la province et la politique de discrimination décrite. Au départ, les Albanais y répondirent par une opposition non violente. Encouragés par Ibrahim Rugova, leader de la Ligue Démocratique du Kosovo, ils mettent en place une véritable société parallèle. Mais devant l'indifférence des Occidentaux notamment aux accords de Dayton, les albanophones vont se radicaliser et organiser une résistance active. Et en 1996, l'armée de Libération du Kosovo revendique pour la première fois une série d'alerte à la bombe qui débouche en février 1998 sur une offensive des forces armées serbes contre l'UCK. C'est à partir de ce moment là que la communauté internationale va s'intéresser au « problème kosovare ».

³ Cf. Annexe 2 : la perte du Kosovo isolerait la Macédoine.

Des négociations sous égide internationale en vue d'un règlement de la crise vont commencer, notamment par l'intermédiaire de l'américain Christopher Hill. L'ONU vote, le 31 mars 1998, une résolution condamnant ces affrontements mais celle-ci reste sans effet. Les affrontements s'intensifient et les exactions serbes se poursuivent. Entre la fin juillet et la fin septembre, 250 000 Kosovars sont expulsés de leur village. A nouveau, en septembre et octobre, deux autres résolutions sont votées, l'action diplomatique s'intensifie, mais en vain. En effet, l'américain Richard Holbrooke, émissaire de Washington dans les Balkans déjà en août 1995, retourne à Belgrade et obtient un accord de Milosevic en octobre 1998. Mais celui-ci ne le respecte pas et les massacres se multiplient. En outre, le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie et Russie) lance un processus de négociations qui débouche sur les réunions de Rambouillet et de Paris en février et mars 1999. Mais là encore, les négociations s'avèrent être un échec. Menacées par l'OTAN d'un emploi de la force en cas de refus, les autorités serbes rejetèrent malgré tout, les propositions du Groupe de contact. L'OTAN déclenche sa campagne aérienne, le 24 mars.

Ces « buts de guerre » sont clairs. Il s'agit de forcer la Serbie à signer le « règlement politique provisoire signé à Rambouillet », de contraindre la Serbie au « respect des limites imposées aux forces armées et aux forces spéciales serbes conformément à l'accord signé le 25 octobre » et contraindre la Serbie à ne plus avoir recours à « un usage excessif et disproportionné de la force au Kosovo »⁴. De même, cinq conditions sont données pour la cessation des frappes. Milosevic doit mettre un terme à toute action militaire, retirer ses forces militaires, paramilitaires et de police du Kosovo, y accepter une présence militaire internationale, accepter le retour sans conditions de tous les réfugiés et donner des preuves crédibles à sa volonté de travailler à l'établissement d'un accord politique s'appuyant sur les accords de Rambouillet. Les membres de l'Alliance à commencer par les Etats-Unis sont convaincus que Milosevic se soumettra au bout de quelques jours. Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain persuada le chef du Conseil National de Sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton que Slobodan Milosevic n'attendait que les premières frappes pour pouvoir céder sans perdre la face.

Les Etats-Unis interviennent donc au sein de l'Alliance atlantique. Cette intervention soulève de nombreuses questions à commencer par celle des raisons de cette intervention. Au regard des critères du recours à la force proposés par Weinberger, on peut se demander si le

⁴ Déclaration officielle faite le 23 mars 1999, par Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN.

Kosovo répond aux intérêts « vitaux » des Etats-Unis ? De même, au regard de leur statut de superpuissance, il est intéressant de voir comment ils ont manifesté leur influence. Se sont-ils conformés au principe du multilatéralisme inhérent à une coalition de 19 membres ? Dans un deuxième temps, on pourra étudier la stratégie qu'ils adoptèrent ? Quelles conceptions la guidèrent ? Et enfin dans un cadre plus large, se demander quel fut l'impact de cette stratégie ? Etait-elle conforme à une culture stratégique américaine ? Etablit-elle un précédent ?

I. MODALITES DE L'INTERVENTION AMERICAINE AU KOSOVO.

A. Raisons de l'intervention américaine.

De nombreuses versions ont été avancées quant aux raisons de l'intervention américaine au Kosovo.

Avant d'aborder les véritables motivations de Washington, il est intéressant de relever certaines de ces versions plus ou moins extravagantes et plus ou moins teintées d'antiaméricanisme.

Ainsi, la version qu'avança la télévision serbe par exemple, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'OTAN, met en avant des arguments d'ordre économique : l'intervention américaine aurait été guidée par les gisements de plomb et de zinc du Kosovo, mines parmi les plus riches d'Europe et les seules pour l'instant à ne pas être la propriété d'une multinationale américaine. De plus, à l'échelle mondiale, le marché des devises aurait été tel, submergé par l'argent, qu'il aurait fallu trouver un endroit pour le placer : plus de 10 000 milliards de dollars utilisés dans une « guerre sur le sol européen qui peut garantir un accroissement du capital aux meilleurs taux »⁵.

De même, selon plusieurs auteurs, l'intervention américaine aurait visé à casser l'Europe. En effet, le conflit du Kosovo permettait de réimposer le dollar contre l'euro montant, de réaffirmer la domination financière et militaire américaine en Europe et de faire admettre la prééminence d'une police mondiale. C'est le cas de la version d'Alexandre Zinoviev, ancien dissident soviétique⁶ qui déclara que la guerre contre la Serbie constituait une attaque indirecte contre la civilisation de l'Europe occidentale. Selon lui, les dirigeants du monde occidental sont en train d'établir un nouvel ordre mondial au travers d'un gouvernement global. Sous la coupe des Etats-Unis, ce gouvernement veut préserver l'unité

⁵ Le Monde, 22/04/99.

⁶ Texte destiné à un colloque du 17 au 19 mai 1999, à Giessbach, sur « Les conséquences de l'actuelle guerre en Yougoslavie », Le Monde, 25/05/99, p.13.

du monde occidental au travers d'une soumission de l'Europe occidentale aux intérêts américains. La guerre contre la Serbie aurait contribué largement à ce projet puisqu'elle était plutôt une opération de police visant à châtier un peuple qui avait osé manifester quelque résistance aux projets de gouvernement global, en s'opposant à l'occidentalisme et à la mondialisation.

En réalité, la province serbe ne représente ni intérêt pétrolier comme c'était le cas dans le Golfe, ni perspective particulière de marchés florissants⁷. De même, il faut rester prudent quant aux interprétations diabolisant le leadership américain et faisant de leur intervention un pas vers une mise sous tutelle complète de l'Europe. Les motivations de Washington sont néanmoins multiples et essentiellement d'ordre stratégique.

1. Perspectives géostratégiques.

La Yougoslavie revêt une grande importance stratégique pour les Etats-Unis et leurs experts s'y intéressent depuis des années, depuis la rupture entre Tito et le Kremlin selon Jean-Paul Mayer⁸. L'administration dispose donc de données permettant de définir une politique balkanique claire. En effet, Washington considère les Balkans comme une zone relais, stratégiquement importante, située près des détroits, contrôlant l'Adriatique et séparant la Méditerranée occidentale et orientale : elle est au croisement des scènes atlantique, européenne et proche-orientale. Selon l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, Robert E. Hunter, devenu consultant de la Rand Corporation, le Kosovo « constitue la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux : le conflit israélo-arabe, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie »⁹.

La stabilité et le contrôle de l'Europe du sud sont donc essentiels pour la réduction des dangers venant de plus loin à l'Est et pour la protection des intérêts américains. Ces intérêts sont d'ordre économique, son contrôle permettant de maintenir les relais d'approvisionnement avec le Moyen-Orient et le Caucase¹⁰, mais avant tout d'ordre stratégique. Il s'agit de prévenir

⁷ *Cahier spécial sur le Kosovo*, Le Monde Diplomatique, février 2001.

⁸ J-P. Mayer, *Rand, Brookings, Harvard et les autres*, Esprit de défense, ADDIM, Paris, 1997, p.226.

⁹ Washington Post, 21/04/99.

¹⁰ B. Adam (dir), *La guerre du Kosovo*, Complexe, Bruxelles, 1999, p. 124.

et d'interdire la constitution ou la reconstitution d'une puissance qui se poserait en concurrente immédiate des Etats-Unis : la Russie ou la Chine. « Le département de la Défense affirme que la mission politique et militaire des Etats-Unis, dans la période de l'après-guerre froide, sera de s'assurer qu'il ne sera permis à aucune superpuissance rivale d'émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de la CEI »¹¹. C'est cet objectif stratégique qui est à la base de l'intervention américaine au Kosovo. D'ailleurs, selon A-M le Gloanec¹², il donne lieu à un consensus de la part des Américains malgré les divisions qui les opposent dans l'énonciation des intérêts nationaux.

a. Objectif stratégique : empêcher la résurgence de toute puissance mondiale capable de contester la suprématie des Etats-Unis.

Cet objectif est le fondement de la thèse développée par Zbigniew Brzezinski, dans *The Grand Chessboard*¹³.

D'autres stratèges proposèrent aussi une « nouvelle stratégie de sécurité ». Ce fut le cas de William Perry qui, en collaboration avec Ashton Carter, tous deux respectivement ex-secrétaire à la défense et sous secrétaire à la défense sous le premier mandat de Clinton, mirent en avant le concept de « défense préventive »¹⁴. Cette stratégie politico-militaire large consistait à redonner la priorité à la prévention c'est-à-dire empêcher que ne ressurgisse une menace mettant en péril la survie même des Etats-Unis. Ils préconisent à cette fin la prévention jugée plus efficace que la dissuasion et la coercition, alliée à une bonne entente avec la Russie et la Chine. Cependant, c'est la conception sécuritaire du monde de Brzezinski qui s'impose, celui-ci devenant le principal mentor de l'administration Clinton. Selon Hassner¹⁵, Brzezinski pense que l'on progresse vers un ordre impérial ou unipolaire fondé sur la suprématie américaine et prélude à une organisation mondiale.

Même si elle fut abandonnée au cours du conflit, la doctrine Brzezinski mena l'administration Clinton vers l'intervention.

¹¹ Document du Pentagone, New York Times, 08/03/92.

¹² M-C. Smouts (dir), *Les nouvelles relations internationales: pratiques et théories*, Références inédites, Presses de Science. Po, p.358.

¹³ Z. Brzezinski, *Le Grand échiquier*, Bayard, Paris, 1998.

¹⁴ G. Achcar, *La nouvelle guerre froide*, Actuel Marx Confrontation, PUF, Paris, 1999, p.76.

¹⁵ P. Hassner, *La violence et la paix*, Points Seuil, Paris, 2000, p. 341.

- ***Doctrine Brzezinski : ancrer l'hégémonie américaine sur le continent eurasien***

L'implosion de l'URSS et de son empire, au début des années 1990, marquèrent le triomphe des Etats-Unis, désormais seule superpuissance au monde. Les Etats-Unis exercent en effet une domination en terme de puissance économique et financière, technologique, militaire, culturelle. Et sa suprématie repose sur un système élaboré d'alliances et de coalitions couvrant la planète ainsi que sur un réseau mondial d'organismes spécialisés dont les institutions financières. Ils sont en effet présents sur tous les continents, au niveau économique par leurs sociétés multinationales, leurs banques, leurs sociétés financières, et au niveau stratégique par les traités d'alliance, les bases militaires et leurs forces d'intervention. Les Etats-Unis en tirent donc un prestige politique et une marge de manœuvre inégalée.

C'est cette suprématie mondiale confirmée par la guerre du Golfe que l'Amérique doit préserver. La priorité géostratégique est donc de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine. Selon Brzezinski, le seul moyen d'y parvenir est de « bâtir un équilibre continental stable en Eurasie, avec les Etats-Unis pour arbitre politique »¹⁶, l'Eurasie étant le continent le plus peuplé, le plus vaste et le plus ambitieux politiquement. La prééminence sur ce continent sert de point d'ancrage pour la domination globale.

Le principal enjeu géopolitique de l'Amérique est donc l'Eurasie. La longévité et la stabilité de la suprématie américaine sur le monde dépendront de la façon dont elle manipulera et saura satisfaire les principaux acteurs géostratégiques présents sur l' « échiquier eurasien ». Son intérêt est que la Chine et la Russie, puissances concurrentes potentielles, ne prennent pas le contrôle de cet espace géopolitique et, plus particulièrement, de l'espace fragile et vulnérable que constitue les Etats de l'Asie centrale afin que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier illimité¹⁷.

Pour y parvenir, l'Amérique doit consolider et élargir, grâce à un partenariat transatlantique équilibré, sa « tête de pont » sur le continent eurasien : l'Europe. Ainsi, l'Europe élargie pourra servir de tremplin afin d'instaurer en Eurasie un ordre international fondé sur la démocratie et la coopération.

¹⁶ Brzezinski, *op. cit.*, p. 36.

¹⁷ Le sort de Etats de l'Asie Centrale dépend de l'interaction complexe des intérêts russes, turcs, iraniens et chinois.

La perte de contrôle par les Américains des Balkans et la déstabilisation de cette région, au croisement des scènes européenne et proche-orientale, prend ici sa pleine signification : l'intervention au Kosovo est essentielle à la pérennité de l'hégémonie américaine. Les Américains doivent y exercer leur emprise pour consolider la continuité souhaitable entre leur zone d'influence en Europe et celle qu'ils sont en train d'établir au-delà de l'Asie mineure et du Proche-Orient, jusqu'en Asie centrale face à leur même adversaire de la guerre froide, la Russie.

- ***Mise en application : écarter toute influence de la Russie dans cette région.***

L'une des préoccupations qui guida l'intervention américaine au Kosovo fut donc d'écarter toute influence de la Russie dans cette partie de l'Europe qui pouvait lui donner de nouveau un rôle important sur le continent. Selon Brzezinski, il faut se préserver une couverture « contre le risque improbable, mais réel, que la Russie retourne à son comportement du passé »¹⁸.

D'ailleurs, si l'on suit le raisonnement de Paul-Marie de La Gorce¹⁹, les Etats-Unis sont devenus les ennemis des Serbes puisque ces derniers recevaient le soutien de Moscou. S'opposer à la Serbie signifiait s'opposer de manière indirecte à la Russie. Il s'agissait déjà d'écarter la Russie de cette région. Il précise cependant que ce soutien russe au gouvernement de Belgrade n'était ni le choix originel de Moscou, ni celui de Belgrade : dès lors que les Etats européens, surtout à l'instigation de l'Allemagne et les Etats-Unis, s'engagèrent en faveur des républiques qui s'étaient séparées de l'ancienne Fédération, le gouvernement de Belgrade fut conduit à compter sur le seul soutien de Moscou.

Et la guerre de l'OTAN menait contre la Serbie s'inscrivit dans ce processus. En effet, tout fut fait, lors du déclenchement des frappes, pour empêcher que la Russie puisse intervenir : la décision d'intervention de l'OTAN, sans résolution de l'ONU, était une manière de s'affranchir de toute concertation avec les Russes, Moscou détenant un droit de veto au Conseil de sécurité. De même, le choix de prendre cette décision le jour même où le Premier ministre russe, Primakov, était attendu à Washington ne fut pas anodin. Selon le vice-

¹⁸ G. Achcar, *La nouvelle guerre froide, op. cit.*, p.40.

¹⁹ P-M. de La Gorce, *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, p.10-11.

président Al Gore, « la crédibilité de l'OTAN était plus importante que de prêter de l'attention aux susceptibilités russes »²⁰.

Néanmoins, les rapports avec la Russie évoluèrent au cours du conflit dans le sens, nous le verrons, d'une solution négociée avec sa collaboration.

La méfiance envers la Russie traversa donc tout le conflit d'autant plus qu'elle fut sous-jacente à l'autre objectif stratégique qui poussa les Américains à intervenir.

b. Ancrer l'Alliance dans le XXI^{ème} siècle.

La crise s'est également produite au moment où les Etats-Unis cherchaient à imposer leur leadership à l'OTAN, qui fêtait son cinquantenaire, et à justifier son nouveau rôle en Europe. L'intervention dans les Balkans va donc leur permettre de lui donner de nouvelles raisons d'être et, plus précisément, de légitimer son rôle puis sa présence dans les Balkans.

- Réactualiser le rôle de l'OTAN.

Cette volonté de réactualiser son rôle s'inscrit dans la stratégie préconisée par Brzezinski à l'égard de l'Europe. A travers la justification de l'existence même de l'OTAN dans le contexte de l'après-guerre froide, il s'agit de légitimer la présence des Etats-Unis en Europe, d'y confirmer son hégémonie et de l'étendre aux pays d'Europe de l'est. Ainsi, « toute extension du champ de l'Europe devient automatiquement une expansion du champ de l'influence américaine directe ».

En fait, pendant la guerre froide, l'OTAN assura aux Etats-Unis une hégémonie incontestable sur l'Europe de l'ouest, au travers de la protection de ses pays membres mais, la chute de l'empire soviétique la remit en cause. En effet, le rôle de défenseur du « monde libre » assigné à l'OTAN s'avère alors obsolète. Il est donc nécessaire de le réactualiser et d'étendre son champ aux pays d'Europe centrale et orientale et ce, malgré la mutation que l'organisation subit au cours de la décennie 90. Pour cela, les Etats-Unis doivent démontrer que les « nations européennes sont encore hautement dépendantes de la protection sécuritaire américaine »²¹.

²⁰ G. Achcar, *op.cit.*, p99.

²¹ Z. Brzezinski, *Le grand échiquier, op. cit.*, p.59.

- « *Indispensable Amérique* ».

L'intervention au Kosovo est donc le moyen de démontrer que la sécurité du continent ne peut se faire sans l'organisation atlantique. En d'autres termes, montrer que les Européens s'avèrent impuissants à résoudre leurs propres problèmes sans s'appuyer sur la puissance militaire américaine. C'est pourquoi, l'échec de l'OTAN signifierait tout à la fois la fin de la crédibilité de l'Alliance et l'amoindrissement du leadership américain mondial.

Il ne faut cependant pas interpréter cet objectif comme l'expression d'une volonté américaine de « casser l'Europe » contrairement à certaines thèses développées pendant le conflit comme celle de Zinoviev, ni de discréditer toute velléité d'autonomie militaire européenne²². Les Américains ne sont pas opposés au développement de l'Union européenne. Bien au contraire, ils voient dans l'Union européenne un facteur de stabilité, un moyen de renforcer le lien transatlantique et de faciliter leur rôle d'arbitre en Eurasie.

En effet, une Europe plus unie et politiquement mieux définie, permettrait une redistribution des charges entre Etats-Unis et Union européenne en matière de défense par exemple. Si l'Union prend en charge sa sécurité intérieure, une réduction de la présence des forces américaines en Europe pourra être réalisée. C'est pourquoi, ils encouragent son approfondissement et son élargissement parallèlement à celui de l'OTAN. Cependant, il est vrai que l'encouragement américain en faveur d'un développement de l'Union reste limité puisque les Américains s'avèrent favorables à une Europe plus forte tant que celle-ci ne les concurrence pas dans les régions importantes pour eux comme le Moyen-Orient.

Dans le cadre de cette stratégie d'alliance, Cédric Allmang nous donne une autre raison qui aurait également justifié l'intervention américaine : « en lançant l'opération « force alliée » dans un monde où les Alliances d'hier n'ont plus véritablement de sens, les Américains ont voulu savoir sur qui ils pouvaient compter, qui au sein de l'UE pourrait être un ennemi de demain, qui au sein du continent européen, pourrait être un futur ami et permettre ainsi aux volontés américaines de s'imposer dans des pays autrefois imperméables et communistes »²³.

²² B. Adam (dir), *La guerre du Kosovo*, op. cit., p.79.

²³ C. Allmang, *Les masques de guerre*, Stock, Paris, 1999, p.143.

A ces motivations relevant de la politique extérieure s'ajoutent des considérations de politique intérieure.

2. Instrument de politique intérieure.

A l'examen de la politique américaine en matière de défense et de stratégie, il est difficile de donner des raisons politiques claires à l'intervention au Kosovo. En effet, la politique étrangère américaine procède de rapport de force entre de multiples intervenants : les forces armées, les instituts de recherche, les lobbies et bien sur le Congrès et l'Administration, eux-mêmes composés de multiples acteurs comme le Pentagone ou le département des affaires étrangères pour cette dernière...

Nous pouvons cependant donner un élément de réponse en nous limitant aux préoccupations du président Clinton puisque c'est son administration qui décide seule de mener des opérations de guerre.

a. Décision d'intervenir entre les mains de l'exécutif.

En effet, le War Powers Act autorise l'exécutif à décider seul, constitutionnellement, de mener des opérations de guerre pendant soixante jours, prorogables de trente autres. Paradoxalement, c'est le Congrès qui l'adopta, en 1973, sous l'impact du traumatisme vietnamien, dans le but d'imposer à l'exécutif la règle constitutionnelle à ce sujet. Il ne fit en réalité qu'autoriser l'administration à mener, sans feu vert du Congrès, la plupart des guerres possibles et envisageables, en deçà d'un affrontement direct avec une grande puissance. La guerre du Kosovo a certes dépassé les soixante jours impartis mais il était difficile d'imaginer que le Congrès puisse prendre la décision de l'interrompre au moment où elle s'approchait de la fin.

Ainsi, même si le Congrès, en tant que maître du budget, peut exercer des pressions politiques sur l'exécutif et brider l'autorité présidentielle de manière substantielle au cours du conflit (imposer le plafonnement des crédits alloués pour le conflit par exemple), il ne peut peser sur la décision d'intervenir. D'ailleurs, la majorité républicaine au Congrès s'opposa à l'intervention et refusa de donner son soutien à l'opération.

Or, le président Clinton comme tout élu, est particulièrement sensible aux informations données par les médias et réagit aux crises dans le monde sous la pression de l'électorat et surtout des lobbies. C'est donc également pour des raisons électorales qu'il décida d'engager les Etats-Unis dans le conflit.

b. Motivations électorales.

De même, si les Etats-Unis ne se sont intéressés qu'assez tardivement au cas du Kosovo, c'est pour les mêmes raisons. L'opinion publique américaine est peu passionnée par les préoccupations de politique étrangère et de défense. Les Américains ne se sentent concernés que lorsque il s'agit d'enjeux commerciaux palpables ou lorsque des « boys » sont envoyés au combat. Ainsi, l'extrême prudence manifestée par l'administration Clinton depuis les accords de Dayton s'expliquait, entre autre, par l'hostilité d'une majorité de citoyens américains à toute intervention militaire.

Ensuite, au cours de l'année 1998, alors que les exactions serbes s'intensifièrent au Kosovo et qu'il devenait urgent de prendre une décision, d'autres événements détournèrent l'attention de l'administration. Il s'agissait d'incidents en matière de politique étrangère qui mettaient en péril la vie d'Américains et donc, touchaient d'autant plus les citoyens. C'est le cas des attentats meurtriers contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie, le 7 août 1998. Ou encore, la préférence pour des interventions touchant directement les intérêts américains comme le déclenchement de quatre jours de bombardements aériens sur l'Irak en décembre 1998. En outre, selon Achcar, Clinton était trop occupé par le scandale Monica Lewinsky, qui remettait en cause son statut de président par la procédure d'Impeachment. « Il se souciait certainement plus des manœuvres du procureur Kenneth Starr que de celles de Milosevic »²⁴.

La décision d'intervenir s'inscrit également dans cette démarche électoraliste. Et parmi les préoccupations présidentielles, c'est justement l'Affaire Lewinsky qui, selon Eric Laurent, dans les *Dossiers secrets du Kosovo*²⁵, va expliquer entre autre l'intérêt soudain apporté au Kosovo. Les exactions serbes au Kosovo permettent de focaliser l'attention de l'opinion

²⁴ Achcar, *op.cit.*, p.91.

²⁵ E. Laurent, *Les dossiers secrets du Kosovo*, Paris,1999, p.70.

publique américaine sur un autre problème. Dans le même esprit, on l'accusa d'avoir plagié le scénario du film *Wag the Dog* dans lequel le président déclare la guerre à l'Albanie pour détourner l'attention d'un scandale. L'intervention aurait été une excuse pour faire oublier les déboires des politiciens. Cependant, E. J. Dionne, auteur de *Why Americans Hate Politics*, n'y croit pas : un président si habile, n'aurait jamais pris de tels risques sur un terrain aussi incertain²⁶. Une autre explication, celle-ci non controversée, est la pression croissante des lobbies militaires, des industries américaines de défense qui ont certainement contribué à la décision d'intervenir.

Et tout au long du conflit, Bill Clinton prendra en compte les réactions de l'opinion publique et de ses élus. Sa stratégie sera guidée par le souci de ne pas déplaire à son électorat. C'est d'autant plus vrai que cette intervention va à l'encontre de ses convictions personnelles : issu d'une génération d'après-guerre nourrie de non-violence, il s'intéressait peu aux questions diplomatiques.

En outre, comme son prédécesseur George Bush, le président Clinton estimait hasardeux le recours à la force dans les crises yougoslaves.

L'intervention au Kosovo comme toutes les décisions prises pendant le conflit furent donc guidées par des motivations essentiellement électorales.

²⁶ P. Beer de, *Le Monde*, 22/04/99.

B. Intervention de l'OTAN.

Au regard des raisons qui ont poussé les Américains à intervenir dans le conflit, l'intervention au Kosovo par le canal de l'OTAN servait clairement leurs intérêts.

Cependant, il faut relativiser le poids de ces derniers dans le déclenchement du conflit puisque la volonté d'intervenir fut d'abord européenne. Ce sont eux (Français, Britanniques et Allemands) qui ont convaincu le président des Etats-Unis de l'importance politique de l'enjeu et de la nécessité de prendre le risque d'une intervention militaire. En effet, c'est, dès l'été 1998, que les Européens commencèrent à exercer des pressions sur la direction américaine en faveur d'une plus grande fermeté, la politique américaine semblant sans effet sur Milosevic. L'idée qu'il va falloir menacer sérieusement Belgrade d'un recours à la force mûrit chez les Britanniques et les Français. Les Etats-Unis, en revanche, à ce moment là, ne veulent pas s'exposer à un veto russe à l'ONU, ni ne sont prêts à s'engager militairement.

Néanmoins, en septembre, devant la violence d'une offensive des forces serbes, Chirac dans un entretien avec Bill Clinton le persuade de réunir le Groupe de contact constitué lors de la guerre en Bosnie et de reprendre l'examen d'une résolution autorisant le recours à la force. Ainsi, le 23 septembre, l'ONU vote la résolution 1199 exigeant la cessation des hostilités et un retrait des forces serbes. Emboitant le pas, l'OTAN précise le 25 septembre sa menace aérienne : toujours à la demande des Européens et plus particulièrement de la France et de l'Allemagne, les plans d'intervention conçus par des militaires de l'Alliance pendant l'été, sont révisés au profit d'une stratégie d'intervention graduelle, plus réaliste.

A nouveau, c'est Chirac et Blair qui réclament, après la transformation de cette menace en ultimatum suite à de nouveaux massacres début octobre, le non-respect des nombreux engagements pris par Milosevic devant Richard Holbrooke, et le «massacre de Raçak » en janvier 1999, une stratégie plus efficace en brandissant la menace le 28 janvier d'un déploiement de troupes au sol au Kosovo. Ils sont suivis par le groupe de contact qui convoque les parties au conflit pour des négociations à Rambouillet le 6 février. Face au refus serbe qui s'accompagne d'une nouvelle offensive d'envergure au Kosovo, l'OTAN déclenche sa campagne aérienne, le 24 mars. La décision fut prise par le Conseil permanent de l'OTAN qui réunit les 19 ambassadeurs des pays membres de l'Alliance.

Européens comme Américains étaient donc d'accord pour que le recours à la force soit le fait de l'OTAN. Ce choix a pu être guidé par le souvenir de l'inefficacité et du manque de moyens dont disposait la FORPRONU sous tutelle de l'ONU en Bosnie.

1. Modalités de l'intervention.

L'organisation atlantique entre donc en guerre contre un pays souverain, sans autorisation explicite de l'ONU. Cette intervention est singulière à bien des égards.

a. Le non recours à l'ONU.

Les frappes ont été décidées sans autorisation explicite des Nations Unies. Or son Conseil de Sécurité est le seul organe collectif habilité à intervenir dans les relations internationales. En effet, quiconque veut réaliser une action militaire doit être mandaté par le Conseil qui vote une résolution. L'intervention est donc illégale juridiquement, la légitimité de l'opération se réduisant à son effectivité.

Les alliés justifiaient ce non recours à l'ONU par le fait que certains responsables politiques occidentaux avaient estimé qu'une autorisation préalable du Conseil de Sécurité n'était pas nécessaire. Selon eux, les frappes aériennes respectaient l'esprit des résolutions adoptées préalablement et en particulier, la résolution 1199 qui exigeait la fin des hostilités au Kosovo et le retrait des unités de sécurité utilisées pour la répression. Mais, la résolution prévoyait explicitement que si elle n'était pas respectée, elle devait être suivie d'une nouvelle résolution pour décider « une action ultérieure et des mesures additionnelles ».

En réalité, les alliés écartèrent l'ONU de manière délibérée, étant conscients qu'ils se seraient heurtés au veto des Russes et des Chinois, tous deux membres permanents du Conseil de sécurité²⁷ et opposés à l'usage de la force contre un pays souverain qui n'a pas agressé un autre pays.

²⁷ Pour obtenir une résolution, il faut une majorité de 9 voix dont les 5 des membres permanents du Conseil.

b. Extension de ses compétences.

Autre singularité : c'est la première fois, en cinquante ans d'existence, que l'OTAN entre en guerre contre un pays souverain qui ne menace pas l'un de ses membres, pas plus qu'il ne menaçait ou n'envahissait l'un de ses voisins. La nature de son mandat initial, la définissant comme une organisation de défense collective, s'est donc considérablement étendue.

A sa création en 1949, l'OTAN avait pour mission principale d'assurer la défense collective de ses membres, l'article 5 du traité de Washington de 1949 faisant obligation à chaque membre de considérer toute menace contre l'un de ses alliés comme une menace contre lui-même. Pendant la guerre froide, il s'agissait d'assurer la défense des Occidentaux contre la menace communiste en Europe.

Mais les transformations produites par la chute du mur de Berlin et l'abandon du communisme la contraignirent à s'adapter. Restée la seule structure militaire en Europe, il fallait lui donner une nouvelle raison d'être. C'est pourquoi un nouveau concept stratégique fut adopté, en novembre 1991, à l'issue du sommet atlantique de Rome, sur la base du concept large de sécurité. L'OTAN étend ainsi ses compétences : elle décide de ne plus se limiter au maintien d'une posture défensive en fonction de l'article 5 mais envisage également d'intervenir en dehors de sa zone propre, en traitant toutes les situations présentant un risque pour la sécurité de ses membres. En d'autres termes, l'Alliance est prête à assumer, en plus de sa mission de défense collective, d'autres missions liées au maintien de la paix. Ce sont « les missions non article 5 » dans lesquelles elle se lance dans les années 1990 prenant part ainsi à des opérations onusiennes de maintien de la paix et d'application des sanctions comme en Bosnie.

L'OTAN a donc connu, pendant la décennie 1990, une impressionnante mutation qui prend cependant sa pleine expression avec l'intervention au Kosovo. En effet, l'opération « Force alliée », véritable mission de rétablissement de la paix, étend encore ses compétences. D'autant plus que l'OTAN ajoute à la conduite de ses opérations aériennes une mission civile humanitaire : l'opération « Abri allié », approuvée par le Conseil atlantique le 11 avril, à laquelle participent 8 000 soldats déployés en Albanie. Mission à caractère humanitaire, son but est d'« assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution aux réfugiés ». Il s'agit d'installer des camps pour accueillir les réfugiés et les

protéger contre l'insécurité générale qui règne en Albanie (bandes incontrôlées, mafias). C'est la première fois que l'Alliance intervient officiellement dans le domaine civil.

Emancipation de l'ONU, mission de rétablissement de la paix et volet humanitaire, la question est de savoir si ce nouveau type de mission établira un précédent, nous essayerons d'y répondre par la suite.

Au-delà de la singularité de la mission que s'est conférée l'OTAN, son intervention pose une question plus pratique mais néanmoins indispensable pour le bon déroulement des opérations. Comment une coalition de 19 pays peut-elle prendre les décisions cohérentes et rapides nécessaires à un état de guerre ?

En réalité, cette question ne se posera pas puisque, très rapidement, les Etats-Unis affirment et confirment leur domination au sein de l'organisation.

2. Domination américaine au sein de l'OTAN.

En théorie, la direction et le contrôle des opérations reviennent au Conseil atlantique, organe politique permanent de l'OTAN. Rassemblant à Bruxelles les 19 ambassadeurs des pays de l'Alliance, il est chargé avec son comité militaire de mettre en œuvre les décisions politiques et militaires.

La gestion de la crise au Kosovo leur est donc dévolue d'ailleurs, le Conseil atlantique confie la direction de l'opération « Force alliée » au secrétaire général, Javier Solana, qui a reçu mandat, le 22 mars, d'engager la première phase des opérations.

Cependant, il s'avère que ces deux organes sont rapidement marginalisés. En effet, une semaine plus tard, une consultation informelle entre les 19 membres de l'Alliance décide d'autoriser son état-major à passer à la phase 2 des bombardements que nous définirons par la suite²⁸. Le Conseil atlantique est donc écarté de la direction des opérations, un directoire non officiel du Conseil atlantique gérant la crise.

²⁸ La formation de ce « directoire informel » permet à l'Alliance de donner l'image d'un front uni, alors que pour des raisons de politique intérieure, certains des Alliés, c'est le cas de la Grèce, auraient été contraints de faire valoir leurs réticences face à l'extension de la guerre aérienne.

a. Direction et contrôle des opérations.

En fait, chaque catégorie de cibles doit être préalablement débattue par les responsables politiques des pays membres de l'Alliance²⁹, quasi quotidiennement, selon la procédure dite « du silence », à savoir que celui qui ne dit mot contre telle ou telle frappe projetée est considéré comme ayant donné son approbation. Cependant, dans la pratique, tous les Etats n'ont pas le même statut, ceux qui fournissent le plus gros des moyens ayant davantage de voix³⁰. Cela crée de fait un directoire des opérations, « directoire informel » qui réunit donc les cinq principales puissances de l'OTAN : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie. Ils se consultent et s'informent presque quotidiennement à propos des cibles visées et des résultats atteints. Ainsi, à chaque phase de la guerre, la définition de la ligne politique et militaire s'effectue par une concertation directe entre les chefs d'Etat ou de gouvernement de ces pays.

Le rôle du Conseil atlantique et de son comité militaire se limite alors à discuter des détails de la mise en œuvre de cette ligne n'étant plus qu'informés de « manière approfondie ». Des briefings étaient délivrés à cet effet, presque chaque jour par le porte-parole civil, Jamie Shea et son homologue militaire, le major-général allemand Walter Jertz. Cela signifie que, lors de ses réunions, trois fois par semaine, le Conseil se penche sur des problèmes secondaires sans lien direct avec l'opération aérienne comme, par exemple, les aspects militaires et juridiques de l'embargo sur les produits pétroliers à destination de l'ex-Yougoslavie décrété par les Alliés. De même, le comité militaire se préoccupe mi-mai de la révision des plans concernant les forces terrestres qui devront être engagées au Kosovo une fois les cinq conditions posées par l'OTAN acceptées par les autorités yougoslaves soit quand le conflit sera terminé !

Cependant, malgré l'existence de ce « directoire informel » du Conseil atlantique réunissant autour des Etats-Unis, les Allemands, les Italiens, les Français et les Britanniques, de toute évidence, la stratégie opérationnelle est d'essence américaine. Plusieurs signes évidents le prouvent : les cibles traitées par les missiles de croisière, les bombardiers stratégiques B-1 et B-2 restent un domaine réservé au Pentagone. L'usage de missiles

²⁹ Les 19 membres de l'Alliance avant le conflit avaient approuvés un catalogue de 600 cibles.

³⁰ Chaque pays qui participe aux raids, reste maître des moyens choisis pour effectuer la mission qui lui a été attribuée et qu'il accepte de remplir. Par exemple, un Etat allié réticent à un droit de veto pour ses propres avions.

Tomahawk contre la télévision serbe fut une initiative exclusivement américaine. De même, le largage d'une bombe de 2 500 kilogrammes, tonnage exceptionnel comme nous le verrons, par un avion américain sur l'aéroport de Pristina, le 29 avril, ne fut révélé par le Pentagone que 2 jours plus tard.

Ce leadership américain se manifeste avant tout par la présence de leurs officiers aux principaux commandements. En effet, le commandement suprême des forces alliées en Europe est sous direction américaine avec à sa tête le général américain Wesley Clark. Or, c'est lui qui propose, sur la base d'une classification aménagée au fur et à mesure des frappes, la liste des cibles débattues au « directoire informel ». De même, c'est lui qui choisit, parmi l'éventail d'objectifs décidés par ce même directoire, lequel sera retenu en fonction des conditions météorologiques et des moyens aériens que chaque pays lui a concédé. Le « directoire » est donc tributaire des choix d'un commandement essentiellement américain. D'autant plus que le général Clark délègue l'opérationnel au commandement sud à Naples également sous contrôle américain et plus particulièrement au centre des opérations aériennes combinées de « Force alliée » dont le PC fortement américanisé se trouve à Vicenza en Italie. C'est le général américain Michaël Short qui y commande les raids aériens au Kosovo.

Cependant, la domination américaine au sein de l'OTAN est possible avant tout grâce à son quasi-monopole en matière de renseignement et à la supériorité quantitative et qualitative des moyens militaires mis à la disposition de l'Alliance.

b. Monopole du renseignement.

L'OTAN ne dispose pas en propre de « services de renseignement ». Elle est par conséquent tributaire des informations que les services spéciaux des différents pays membres de l'Alliance ont recueillies, et qu'ils consentent ou non à lui communiquer. Or ce sont les Etats-Unis qui assurent la majorité du travail de recueil, d'analyse et d'exploitation des renseignements grâce à leurs satellites, radars, avions espion, écoutes téléphoniques.

Les Américains ont pratiquement monopolisé le renseignement stratégique et tactique étant les seuls à disposer de moyens aussi complets relevant de la haute technologie issue de leur « Révolution dans les Affaires Militaires » que nous aborderons par la suite. D'autres

pays comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni participèrent également au recueil de renseignement global au profit de l'Alliance mais ils n'alignèrent que des moyens de reconnaissance insignifiants au regard de ceux américains. La France par exemple, par le biais de son satellite optique Helios 1, de ses avions espions, de ses drones et de son hélicoptère radar, a pris part à 20 % des actions de reconnaissance photo et 8,2 % des actions électroniques. Le satellite Helios est le seul satellite non utilisé par les Etats-Unis sur une cinquantaine déployé.

C'est la Central Intelligence Agency (CIA) qui est la principale source de renseignements pour les opérations militaires. En effet, le patron de la CIA, George Tenet, a sous son contrôle plusieurs organes du département d'Etat, du Pentagone et du ministère de la justice qui concourent au recueil et à l'exploitation des informations. Parmi eux, la National Imagery and Mapping Agency (NIMA), composée de 9 000 collaborateurs sous les ordres d'un contre-amiral, est plus spécialement responsable du travail de repérage des objectifs et de leur ciblage numérique à partir de cartes satellitaires susceptibles d'être confrontées avec des cartes banales.

Ainsi, Washington concentre l'essentiel du renseignement mais ne le distribue à ses partenaires qu'avec parcimonie, la Grande-Bretagne étant la plus privilégiée de par ses relations en la matière entretenues de longue date avec les Etats-Unis³¹. Les alliés européens n'ont donc pas accès aux analyses globalisantes du renseignement américain c'est-à-dire qu'ils n'ont ni accès à la vue globale du théâtre dont dispose le commandant américain, ni aux choix stratégiques des objectifs, ni à l'évaluation des frappes. Par conséquent, les alliés européens ne peuvent peser sur aucune décision majeure. Il n'est donc pas étonnant que la ligne de l'OTAN semble la même que celle suivie par les Etats-Unis lors de la Guerre du Golfe : imposer un contrôle absolu sur l'information militaire. Cette ligne assure aux Etats-Unis une dépendance de ses partenaires au sein de la coalition.

³¹ Depuis l'accord d'Ukusa, en 1947, qui institua une communauté de renseignement entre les deux pays.

c. Supériorité qualitative et quantitative de l'armée américaine.

Cette dépendance des alliés européens s'accroît avec un déséquilibre manifeste entre les forces engagées par l'US Air Force et les forces européennes, déséquilibre renforcé dès le mois d'avril, par le déploiement de renforts américains du à l'insuffisance des moyens de projection des forces européennes³². Les Etats-Unis en deux mois triplèrent le nombre de leurs avions tandis que les Européens n'augmentèrent leurs forces que de 60 %.

Le potentiel militaire américain est en effet environ trois fois supérieur à celui de tous leurs partenaires réunis. Sur un total d'un peu plus d'un millier d'avions engagés par l'OTAN, on compte quelque 720 appareils de l'armée de l'air et de la marine américaine. Il s'agit essentiellement d'avions de combat F-15, F-16, F-18, F-117A, de bombardiers furtifs comme le B-2³³ accompagnés d'avions ravitailleurs en vol KC-135, KC-10 nécessaires au maintien permanent en situation opérationnelle des avions d'attaque. Des appareils de l'Armée de terre, appartenant à la force « Hawk », spécialisés dans l'appui au sol et la lutte antichars comme l'A-10 et bien sur l'hélicoptère Apache AP-64 complètent l'arsenal avec des chars lourds M1 Abrams, des lance-roquettes et des pièces d'artillerie.

De plus, 90 % des munitions utilisées sont de conception américaine. Washington a d'ailleurs livré des armes aux alliés européens qui parfois en ont manqué. Ces derniers ont donc dû modifier le mode de certains de leurs armements afin de les rendre apte au tir de ces munitions, c'est le cas de l'avion français Mirage 2 000 D. L'écart technologique entre Américains et européens est donc manifeste également en matière d'équipement et d'armement militaire.

Et si les Européens ont constitué le plus gros des troupes mobilisées avec en Albanie, 6 681 soldats contre 5 700 GI chargés de protéger la force « Hawk » et, en Macédoine, 12 385 contre 750 GI et 2 200 marines. Ils n'étaient pas plus de 20 % parmi les forces effectivement engagées dans les opérations d'attaques aériennes.

³² Les Etats-Unis dépensent près de 60% du total de l'Alliance atlantique soit le 1/3 des dépenses mondiales.

³³ Le B-2 part d'une base dans le Missouri et vient frapper ses objectifs en Yougoslavie à l'occasion d'un raid d'une trentaine d'heures

Par conséquent, la majorité des raids fut accomplie par les Etats-Unis : les raids furent assurés à 60 % par les Américains et à 40 % par les alliés européens, la France par exemple, n'ayant accompli que 12, 8 % des attaques aériennes. Au total, mais à des degrés de contribution très variables, treize des pays membres de l'Alliance atlantique ont participé à « Force alliée », les 6 autres sont la Grèce pour des raisons politiques, l'Islande et le Luxembourg qui n'ont pas d'armée, la République tchèque et la Pologne qui ont officiellement rallié l'OTAN en avril et la Hongrie qui a toutefois servi de base arrière.

Les Etats-Unis apportent à l'OTAN la quasi-permanence de ses moyens de commandement et de contrôle, les 2/3 de son armada et les 9/10^{ème} de ses munitions. Ils sont les seuls à disposer des moyens nécessaires à la conduite des opérations, la stratégie opérationnelle est donc de toute évidence américaine.

De même, à l'image de cette suprématie, la diplomatie américaine, même si elle a abouti comme on le sait à l'impasse diplomatique de Rambouillet, reprend, par la suite, une place de premier plan dans les négociations et le règlement du conflit.

3. Intervention de la diplomatie américaine.

En dépit du vide diplomatique qui suivit le déclenchement des frappes alliées, Belgrade rompant, dès le 25 mars, ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, les Américains relancèrent rapidement leur action diplomatique.

En effet, l'administration Clinton entreprit un rapprochement diplomatique avec la Russie dès le début du mois d'avril. A Oslo, le 13 avril, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat et son homologue russe, Igor Ivanov s'entendent sur les principes de base d'une sortie de crise. Les divergences sont nombreuses, la principale portant sur le rôle de l'OTAN dans une éventuelle force internationale au Kosovo. Cependant, cette première rencontre diplomatique est la preuve d'une évolution notable et convergente des deux pays dans le sens d'une recherche de solution.

D'un côté, les Américains prennent conscience de la nécessité d'introduire la Russie dans la recherche d'une solution, Moscou s'étant fait rapidement l'intermédiaire indispensable

avec Belgrade : dès le 30 mars, le Premier ministre russe rend visite à Milosevic. De l'autre, les Russes, après de multiples protestations et menaces manifestant leur opposition à une intervention de l'OTAN contre la Serbie, acceptent la relance des relations diplomatiques avec les Américains, moyen de reprendre un rôle central dans le règlement du conflit.

C'est donc par l'intermédiaire de la Russie que des négociations vont pouvoir être engagées et le rapprochement diplomatique russo-américain se confirme.

a. Administration Clinton : interlocutrice privilégiée des Russes.

En effet, c'est avec Bill Clinton que Boris Elstine entretient ses premières conversations téléphoniques depuis le début des bombardements contre la Serbie : le 19 avril puis à nouveau dans la soirée du 25 avril, suite à l'affirmation par les Alliés lors du sommet de l'OTAN, de leur souci de maintenir un contact avec la Russie qu'ils veulent associer à un règlement de paix. Le président russe, lors de cet entretien, insiste sur la nécessité d'une solution diplomatique et soumet un certain nombre d'idées.

De même, le vice-président américain, Al Gore, le secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbott multiplient les rencontres et entretiens téléphoniques avec le ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov et le « représentant spécial » chargé du dossier des Balkans, Viktor Tchernomyrdine, nommé par Boris Elstine le 14 avril.

Cependant, les missions de Tchernomyrdine à Belgrade n'aboutissent pas et de nombreuses divergences opposent encore les Russes et les Américains, au début du mois de mai. C'est le moment où les diplomates de l'Alliance reviennent dans le jeu diplomatique au même titre que les Américains.

En effet, ils mettent en œuvre une réelle stratégie diplomatique. Elle consiste à trouver un accord avec les responsables russes sur les cinq conditions à l'arrêt des frappes imposées à Milosevic (cessez-le-feu, retrait des forces serbes du Kosovo, retour des réfugiés, déploiement d'une force internationale dans la province, mise en œuvre d'un statut d'autonomie), en faire un règlement imposé à Belgrade sous la forme d'une résolution obligatoire du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette stratégie marque donc le retour officiel de la Russie et de l'ONU dans la recherche active d'une « sortie de crise ».

L'ONU avait déjà tenté une intervention en faveur d'une résolution du conflit, mais Belgrade avait rejeté les propositions de paix de son secrétaire général, Kofi Annan, au nom

d'un refus de toute idée d'une force internationale. Celui-ci avait adressé au président Milosevic le 9 avril une lettre lui proposant de mettre fin à la « campagne d'intimidation » au Kosovo en échange de quoi il demanderait au pays de l'OTAN de suspendre immédiatement les frappes.

C'est dans cette optique que se réunissent à Bonn, le 6 mai, les ministres des affaires des sept pays les plus industrialisés et de la Russie, le groupe du G8. Il s'agit des pays du Groupe de contact sur la Yougoslavie qui avait préparé les pourparlers de Rambouillet auxquels on ajoute le Canada et le Japon. De cette rencontre doit ressortir une déclaration qui définit les « principes généraux » devant « être adoptés et mis en œuvre pour résoudre la crise du Kosovo ». Ces principes reprennent les exigences des Occidentaux avec trois différences décisives par rapport à celles de Rambouillet : la présence de l'ONU, de la Russie et le renoncement au droit de faire aller et venir au moindre signe les forces de l'OTAN sur l'ensemble du territoire serbe. En fait, cette première réunion inaugure une série de rencontres à l'issue desquelles doit être élaborer un plan de paix. Dès qu'il fera l'objet d'un accord entre Russes et Alliés, ce plan devrait servir de trame à une résolution du Conseil de sécurité.

Pour faire accepter cette déclaration, Tchernomyrdine propose de former un tandem de médiateurs avec une autre personnalité acceptable par Belgrade et l'OTAN, le président finlandais Martti Ahtisaari, représentant de l'Union européenne. Ils devront effectuer des navettes diplomatiques afin de faciliter les négociations avec Milosevic mais également entre Russes et occidentaux. En réalité, les deux hommes travaillent de concert avec le numéro deux du département d'Etat américain Strobe Talbott. Le statut d'égalité entre les diplomates alliés et américains s'avère donc de courte durée malgré les efforts diplomatiques des autres pays de l'Alliance : le chancelier allemand, Gerhard Schröder, par exemple, rencontre Ahtisaari, Javier Solana ; Jacques Chirac se rend à Moscou le 13 mai où il rencontre Boris Elstine.

b. Participation du secrétaire d'Etat adjoint américain dans le processus de négociations.

A partir du 13 mai, date officielle de la constitution du tandem diplomatique, Strobe Talbott entame une série d'entretiens en Europe. Et le 18, il rencontre Tchernomyrdine et Ahtisaari à Helsinki. C'est la première rencontre entre les trois hommes qui inaugure une série de quatre sessions de négociations au cours desquelles Tchernomyrdine, seul diplomate reçu par Belgrade, soumet les résultats de ses conversations avec Milosevic.

Suite à ces négociations, ils finalisent un accord les 1^{er} et 2 juin à Bonn que Tchernomyrdine et Ahtisaari doivent faire accepter par Milosevic. C'est chose faite le 3 juin, le parlement serbe et le président acceptent le plan de paix et Talbott se charge d'en informer le Conseil des ambassadeurs de l'Alliance à Bruxelles.

La place de l'action diplomatique américaine confirme donc la domination des Etats-Unis au sein de l'OTAN. L'affrontement au Kosovo aura été marqué par son action diplomatique et militaire.

L'Alliance organise donc ses frappes contre la Serbie sur le modèle américain. Les conceptions de la puissance aérienne et de ses usages seront largement celles qu'adoptent ou rejettent les officiers de l'armée de l'air et des décideurs politiques américains.

II. Prédominance des théories stratégiques américaines.

A. Stratégie adoptée par l'OTAN.

1. Une stratégie du tout aérien.

Le 23 mars 1999, les membres de l'Alliance atlantique décident de bombarder la Serbie. La stratégie retenue autant par les Etats-Unis que par leurs alliés européens est celle des bombardements aériens depuis une altitude de sécurité de plus de 15 000 pieds (5 000 mètres).

Cette stratégie du « tout aérien » fut adoptée par les seize membres de l'Alliance atlantique parmi une série d'options militaires présentées par les états-majors de l'OTAN dès l'automne 1998. Aucun des dirigeants politiques et militaires de ces pays ne proposèrent d'engager des forces terrestres.

a. Stratégie limitée, prudente et graduelle.

Les forces alliées bombardent leurs objectifs en Serbie et au Kosovo selon un processus limité, graduel et prudent.

- Stratégie prudente.

En effet, la stratégie retenue par les membres de l'Alliance atlantique est celle des bombardements aériens depuis une altitude de plus de 15 000 pieds (5 000 mètres). Or, c'est une altitude de sécurité qui permet aux pilotes d'échapper aux contre-batteries antiaériennes des Serbes. Ce seuil de 5 000 mètres est donc la marque d'une certaine prudence de la part des

alliés qui ne veulent prendre aucun risque pour la vie de leurs pilotes qui font ainsi leurs tirs à distance de sécurité.

- ***Stratégie limitée.***

De plus, les raids se concentrent sur des cibles programmées et précises, les pilotes recevant l'ordre par exemple, de ne pas se laisser distraire de leur mission principale pour abattre des avions serbes qui volent plus bas sauf s'ils paraissaient hostiles ou attaquaient impunément les villages ou les colonnes de réfugiés. Ce n'est que mi-avril que l'Alliance oriente sa stratégie dans un sens moins limité : elle s'en prend désormais davantage à des objectifs dits « de circonstances ». Cette modération de l'OTAN dans sa stratégie aérienne est d'ailleurs perceptible si l'on compare l'intensité de ses missions militaires face au modèle du Golfe après 38 jours de frappes : attaque aérienne à tous niveaux, 90 000 missions aériennes contre 12 000 au Kosovo, 9 % de munitions guidées contre 90 au Kosovo³⁴.

- ***Stratégie graduelle.***

Enfin, l'approche choisie pour ces attaques aériennes fut graduelle, la planification initiale finalement retenue comportant trois phases. Dans un premier temps, les forces aériennes devaient obtenir, par une série d'interventions périphériques, un étouffement progressif de la capacité de réaction des forces serbes au Kosovo. L'objectif était d'enfermer l'armée, blindée ou mécanisée, la police et les forces spéciales serbes de sécurité dans un espace, l'espace kosovare, où leurs capacités opérationnelles, faute de lignes de communication avec leur base arrière, seraient amoindries sur le long terme. Les forces aériennes devaient donc frapper les défenses antiaériennes, les bunkers de commandement, les stations radars, les centres de communication de l'armée de la RFY. Il s'agissait de confiner et de maintenir sous contrôle l'adversaire soit de maîtriser l'espace aérien.

Au cours d'une deuxième phase, les frappes devaient être dirigées sur les forces serbes elles-mêmes, militaires et policiers, au Kosovo. Les cibles visées seraient les casernes, les chars, voies de communication et tout ce qui touche à la logistique de l'armée yougoslave. Il s'agissait de les immobiliser pour éviter d'avoir à intervenir au sol.

³⁴ B. Adam, *op. cit.*, p.115.

Enfin, c'est au cours de la troisième phase que les frappes devaient viser le cœur même du pouvoir à Belgrade, les symboles de ce pouvoir et les propriétés des proches de Milosevic.

Mais dès les premiers jours de la campagne, ce schéma initial n'est pas respecté. En effet, les dirigeants politiques et militaires pensaient en déclenchant les frappes que deux ou trois jours de bombardements suffiraient à faire reculer Milosevic or ils se rendent rapidement compte de leur erreur : la répression au Kosovo s'intensifie.

Dès le 28 mars, la phase 1 ne suffit plus, le Conseil atlantique lance donc la phase 2 de l'opération « Force déterminée » qui est rebaptisée « Force alliée », et une semaine plus tard, les frappes sont élargies à la « phase 2 élargie ». Il n'est pas question d'entrée dans la phase 3 qui vise le cœur même du pouvoir à Belgrade puisque celle-ci nécessite l'aval unanime des pays membres. L'Alliance préfère donc se rabattre sur les instruments et les symboles de ce même pouvoir. Et les raids ne vont cesser de s'intensifier jusqu'au 10 juin, date de l'annonce officielle par l'OTAN de l'arrêt de ses frappes, suite à l'examen par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution et au premier retrait de l'armée serbe au Kosovo.

Ainsi, après avoir attaqué la défense aérienne et antiaérienne, l'OTAN cherche rapidement à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces de sécurité, tout en élargissant l'éventail des cibles à tout objet qui, aux yeux des alliés, contribuent à l'effort militaire serbe : voies de communication (routes, ponts, nœuds ferroviaires), sites industriels (infrastructures électriques, raffineries), stations de radio et de télévision sont visés. De même, les symboles du pouvoir ou du régime de Milosevic sont détruits. C'est le cas, dès la fin du mois d'avril, du siège du parti socialiste de Milosevic, de sa résidence officielle, de l'immeuble abritant la radio télévision Kosova dirigée par sa fille ou du siège de l'état-major yougoslave et du ministère fédéral de l'intérieur. Les frappes qui ne cessent de s'intensifier sont désormais tous azimuts, une large partie vise la destruction des fonctions à caractère économique jugées vitales pour la survie de la population serbe (le courant électrique, la distribution d'eau, le réseau téléphonique, la diffusion radio ou TV) et les autres visent les forces armées serbes au Kosovo.

Au cours de la crise, l'éventail des cibles fut donc notablement élargi géographiquement et dans leur nature, passant de 800 cibles à environ 2 000, fin avril³⁵. Les raids s'intensifièrent, les frappes se produisant vingt-quatre heures sur vingt-quatre dès la fin du mois d'avril et enfin, les avions disponibles augmentèrent, à la demande du général Clark, s'ajoutant aux quelques 400 présents lors du déclenchement des frappes. Le nombre d'appareils atteint le millier à la fin du mois de mai, plus exactement 1090 au 70^{ème} jour des frappes.

Cette accélération des bombardements tout comme le choix de cette stratégie du tout-aérien masque en réalité un impératif : le refus de toute intervention terrestre. En effet, la décision des alliés de se limiter aux frappes aériennes fut unanime et malgré l'inefficacité des frappes et la longueur du conflit, le recours à l'intervention terrestre ne fut jamais envisagé réellement. Pourtant l'hypothèse d'une telle intervention pris corps dès les premiers jours de frappes, la question traversa donc tout le conflit.

b. La question de l'intervention terrestre.

- *La Grande-Bretagne, partisane d'une intervention terrestre.*

Les Britanniques au sein de l'OTAN furent les premiers à plaider en faveur d'une intervention terrestre. Dès la fin du mois d'avril, ils la jugèrent nécessaire. Libéraux comme conservateurs soutinrent le gouvernement travailliste et le Premier ministre, Tony Blair, qui dès le sommet de Washington, du 23 au 25 avril, fut le seul à plaider dans le sens d'une action terrestre si les bombardements aériens ne permettaient pas à l'OTAN d'atteindre ses objectifs. A partir de là, les Britanniques exercèrent alors une pression sur leurs alliés, au nom de la nécessité de ramener au Kosovo les populations déplacées avant l'hiver, faisant valoir l'urgence qu'il y aurait, dans ces circonstances, à jeter dès juin les bases d'une force militaire pour le Kosovo.

Cependant cette pression n'influença guère la plupart des membres de l'OTAN, Français, Allemands ou Italiens, entres autres, qui rejettent toute intervention terrestre. D'ailleurs, si ces derniers sont contraints, devant l'intransigeance de Milosevic, d'infléchir

³⁵ J. Isnard, Le Monde, 05/06/99.

leur discours, dès la fin du mois d'avril, en faveur d'une option terrestre, l'Alliance maintient toujours officiellement le 21 avril sa stratégie d'intervention exclusivement aérienne.

A nouveau, lorsque le général Clark de passage à Washington souhaite le 20 mai que les alliés se préparent à toutes les options, y compris une « invasion » de la province et demande un renforcement des troupes au sol aux frontières du Kosovo (les forces alliées en Albanie et en Macédoine passent à 45 000 ou 50 000 hommes au lieu des 28 000 déployés dès le début de l'opération), les alliés maintiennent leur position. L'OTAN accélère la préparation d'un plan visant à déployer des troupes au sol mais celui-ci n'est envisagé que dans un environnement permissif c'est à dire avec l'accord de Belgrade. Il n'est pas question d'intervenir au sol face à « une résistance armée organisée ». Les Alliés sont prêts à envoyer des troupes au sol mais dans le cadre d'une force internationale chargée de surveiller la mise en œuvre d'un accord au Kosovo.

Néanmoins, si l'OTAN n'a pas avalisé, sous pression britannique, une option terrestre, c'est avant tout à cause des Etats-Unis qui parurent hésitants et divisés.

- *Un discours ambigu de l'administration Clinton.*

Dès le début des raids aériens, Washington avait fait savoir qu'il n'était pas dans l'intention des Etats-Unis de déployer des troupes au sol et que l'OTAN ne s'y était pas préparé. Or le langage officiel évolua dès la fin du mois d'avril : Bill Clinton et le secrétaire à la défense, William Cohen n'excluaient déjà plus une telle éventualité. Et à partir de ce moment là, Clinton adopta un discours ambigu. Tout en défendant la stratégie aérienne, il veille à préciser, contrairement à ses déclarations du mois de mars, qu'il n'exclut aucune autre option.

En réalité, Clinton s'opposait au déploiement de troupes au sol. S'il a infléchi sa position et adopté ce discours, c'est pour répondre au soutien de plus en plus tiède de l'opinion et aux nombreuses pressions qu'il subit depuis le début du conflit. En effet, il tente d'ajuster sa position en fonction des pressions exercées à la fois par les membres de l'Alliance, le Congrès, les responsables militaires, et même par une partie de son administration. La plupart critique la stratégie aérienne et veut soit de nouvelles négociations, soit une intervention terrestre.

L'establishment des experts militaires et de politique étrangère, par exemple, critiqua l'opération Force alliée du début à la fin du conflit. De nombreux responsables militaires ne croyaient pas au succès d'une guerre aérienne seule, à commencer par le général Wesley Clark qui demande l'envoi de troupes au sol.

La pression émane également d'une partie du Congrès favorable à de nouvelles négociations. C'est le cas du chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, qui ne cache pas son opposition aux frappes. Début mai, il estime que le moment est venu de « donner une chance à la paix »³⁶. Des sénateurs vont même de leur initiative personnelle, un groupe d'élus républicains mettent ainsi au point à Vienne, début mai, un plan de paix avec quelques élus russes sans l'aval, ni de Washington, ni de Moscou. Une autre partie des sénateurs est favorable à l'intervention terrestre mais les résolutions qu'ils présentent, donnant l'autorisation au président d'utiliser toutes les forces nécessaires dans le but de lui forcer la main, restent sans suite. Ce sont les « faucons », terme qui désigne, par opposition aux « colombes », les partisans d'une politique étrangère ambitieuse dans la terminologie traditionnelle de la politique extérieure. Même les démocrates, fermes dans leur soutien au président au début du conflit vont s'interroger et s'inquiéter de l'érosion du soutien de l'opinion.

Sans l'appui du Congrès et avec un soutien de plus en plus tiède de l'opinion publique, le président a finalement géré la guerre avec un petit groupe rapproché à la tête duquel on trouve Sandy Berger, le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, entouré de William Cohen, secrétaire de la défense, Madeleine Albright, secrétaire d'état et le général Henry Shelton, chef d'état-major. Mais même au sein de son administration, les désaccords s'accroissent au cours du conflit. Au début, Clinton comme le Pentagone s'opposaient au déploiement de troupes au sol, seule Madeleine Albright y était favorable. Mais, la position du Pentagone va évoluer au cours du mois de mai en faveur d'une intervention terrestre. Et la pression croissante des lobbies concernés, les lobbies militaires, les lobbies des industries américaines de défense, vont accroître les divisions. En réalité, des divergences écartelaient l'administration Clinton dès le déclenchement des frappes, William Cohen et le Pentagone s'y opposaient puisqu'ils étaient persuadés qu'une campagne aérienne n'atteindrait pas ses objectifs à moins d'être accompagnée ou suivie d'une offensive terrestre.

³⁶ Le Monde, 04/05/99.

Critiqué de toute part, Clinton semble, tout en maintenant son discours, avoir assoupli chaque jour un peu plus les termes de ce refus. D'ailleurs, il devait rencontrer le 3 juin, pour la première fois depuis le début de frappes, les chefs d'état-major et William Cohen, lors d'une réunion formelle, dans le but d'examiner l'hypothèse d'une intervention terrestre. Pour de nombreux observateurs, c'est l'annonce de cette rencontre qui aurait provoqué la capitulation de Milosevic.

Ce refus d'une intervention terrestre qui pourtant sous-tend tout le conflit, la préférence pour l'accélération de la stratégie aérienne graduelle laissent une impression de confusion. Comment qualifier la stratégie engagée ? Quelle logique suit-elle ?

De nombreuses théories vont être avancées pour définir la logique des frappes mais nous nous limiterons à deux interprétations : stratégie de coercition et diplomatie coercitive. La première concerne la logique des frappes uniquement, et la deuxième plus controversée donne une logique globale de la stratégie aérienne alliée au refus d'intervenir.

2. Logique de coercition ou diplomatie coercitive ?

La logique des premiers bombardements était claire, il s'agissait d'éliminer les capacités antiaériennes serbes, de stopper les exactions serbes au Kosovo. Seules les forces armées du Kosovo et leurs soutiens logistiques étaient visés. Mais, il s'avère rapidement que les premières attaques n'ont pas les effets escomptés : les exactions s'intensifient.

La réaction occidentale comme on l'a vu, fut d'étendre les frappes qui visèrent des cibles en Serbie autres que celles militaires. Avec cette accélération, elle change la logique des frappes, une logique de coercition semble prendre le dessus.

a. Logique de coercition.

En effet, les raids visent des infrastructures économiques, des voies de communication. L'objectif des frappes est alors de déstabiliser la population civile serbe et de désarticuler l'armée afin de toucher leur moral. Il s'agit d'obtenir que l'une comme l'autre sous le poids des bombes et malgré les erreurs de tir, mettent leurs difficultés, leurs

contraintes quotidiennes, sur le compte de l'intransigeance de Milosevic. Il faut que la population comme l'armée se désolidarisent du régime en place. « La force est utilisée pour faire souffrir et détruire de la valeur », il ne s'agit plus de « détruire un ennemi localisé ou de le chasser des zones qu'il occupe en lui infligeant le plus de pertes possibles [...]»³⁷.

Le largage de bombes à graphites par les forces de l'OTAN illustre parfaitement cette stratégie. En effet, cette bombe désoriente et perturbe les ordinateurs en éteignant le système électrique tout en ne détruisant pas l'infrastructure de base qui permet aux civils d'être approvisionnés en électricité. Elles créent des courts-circuits sans provoquer de dégâts. C'est donc un moyen pour l'OTAN de priver les civils d'électricité et de semer la confusion au sein du système de commandement et de contrôle de l'armée yougoslave.

L'efficacité de cette stratégie est difficile à évaluer. Il n'empêche que selon la version officielle, c'est le risque de voir détruire toute infrastructure économique de la Serbie qui aurait fait plier le dictateur. Les bombardements sont présentés comme un succès.

Selon Pascal Vennesson, cette coercition fait partie d'une stratégie plus globale, la diplomatie coercitive.

b. Diplomatie coercitive ?

Par diplomatie coercitive, il définit l'emploi de la force conçu et réalisé sous la forme d'un marchandage et d'un chantage. Il peut y avoir coercition mais associée à une menace et/ou un emploi volontairement limité et graduel de la puissance militaire. Cette menace de dommages ou la perspective de ces dommages devrait conduire l'ennemi à accepter de mettre un terme à son action.

Dans le cas du Kosovo, il y a selon lui, à la fois emploi d'une stratégie limitée et graduelle et menace d'une intervention à plus grande échelle, l'intervention terrestre. La campagne aérienne répond donc à une action de diplomatie coercitive.

Malgré l'annonce officielle dès le début des frappes, des membres de l'Alliance d'exclure l'intervention terrestre, cette menace traversa tout le conflit. Même si Clinton et la plupart des membres de l'Alliance s'y opposaient, ils infléchirent leur discours et différents plans relatifs à une intervention terrestre furent élaborés. De même, le déploiement des

³⁷ P. Vennesson, *Bombarder pour convaincre ? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo*, Cultures et Conflits, p.4.

hélicoptères d'attaque Apache en Albanie aurait participé à cette perception de la menace. Appareils d'appui au sol, ils laissent supposer une prochaine action terrestre. Ainsi, l'intervention terrestre serait apparue comme une éventualité de plus en plus réaliste et aurait poussé Milosevic à se soumettre, hypothèse confirmée d'ailleurs par la reddition de Milosevic au moment où Clinton n'excluait plus aucune possibilité.

Cette théorie et l'emploi de l'expression de diplomatie coercitive par certains politiciens américains pendant le conflit suscita de vives réactions de la part de spécialistes de question de sécurité. Le professeur américain Richard Schultz par exemple, affirma être « littéralement tombé de sa chaise en lisant dans la presse l'expression « diplomatie coercitive » dans la bouche d'un haut responsable de l'administration Clinton »³⁸. Cette réaction se justifie par le fait que ce concept fut théorisé dans les années 1960, dans un contexte de guerre froide, et qu'il rappelle plus particulièrement la pratique des bombardements au Vietnam. Thomas Schelling, dans *Arms and influence*³⁹, avançait alors l'argument que le seul fait de brandir la menace nucléaire au cours d'une crise peut contraindre l'adversaire à agir en un sens déterminé.

L'emploi de cette expression illustre donc la confusion dans laquelle se trouvent les experts et plus encore les experts militaires américains puisque cette intervention rompt avec les règles d'engagement édictées par les stratèges de la guerre du Golfe comme nous le verrons.

En revanche, les raisons du choix de la stratégie aérienne ne font aucun doute. Ce refus d'une intervention terrestre dans un milieu « non permissif » et le choix de cette stratégie d'une guerre à distance vont de pair avec deux conceptions mises en avant par les Américains pendant la guerre du Golfe : la formule « zero death war » et la « révolution dans les affaires militaires ».

Comme on l'a vu, ces principes s'imposent à l'OTAN puisque les Etats-Unis qui les ont érigés en doctrine d'emploi leur apportent sa stratégie opérationnelle.

³⁸ S. Kaufmann, *Le Monde*, 03/06/99.

³⁹ T. C. Schelling, *Arms and influence*, New Haven , CT, Yale University press, 1996.

B. « Concepts américains ».

1. La « Révolution dans les affaires militaires ».

La « révolution militaire » est « un bond en avant qui en un laps de temps restreint crée une discontinuité dans l'efficacité militaire et occasionne l'essor de nouvelles organisations militaires chargées de remplir des rôles nouveaux et d'exécuter des missions nouvelles »⁴⁰. Il s'agit de formidables changements militaires (nouvelles technologies, nouveaux armements) qui laissent les armées rivales loin derrière et entraînent l'élaboration de nouvelles doctrines et de nouvelles formes d'organisation et donc le déclassement des armes traditionnelles et des manières habituelles de faire la guerre.

Elle se produit « quand l'application de technologies nouvelles aux systèmes militaires se combine à des concepts opérationnels novateurs et s'accompagne d'une adaptation des organisations ». Elle revêt donc selon les experts une quadruple dimension :

- l'évolution technologique
- la mise au point de nouveaux systèmes
- l'innovation opérationnelle
- l'adaptation des structures

La révolution militaire actuelle est appelée « Révolution dans les Affaires Militaires ». Expression soviétique reprise par les stratèges américains, la RMA fut initiée à la fin des années 1970 par les Américains qui en ont d'ailleurs pris la tête puisque dix ans après la Guerre Froide, ils dominent le domaine militaire, le technologique et l'informationnel. Les Etats-Unis ouvrent donc la voie en matière de Révolution des Affaires Militaires pour toutes les questions ayant trait à la doctrine, l'équipement et l'organisation.

Essentiellement technologique, la RMA consiste à affirmer le primat de l'information. Désormais, grâce à la supériorité technologique, il ne s'agirait plus de détruire l'adversaire mais de l'aveugler ou de le paralyser en s'assurant la maîtrise des moyens de communication et en détruisant, par exemple, des radars grâce à des armes extrêmement précises.

⁴⁰ M-C. Smouts, *op. cit.*, p. 368. Définition donnée par Andrew Krepinevich, expert militaire américain.

Ce sont les deux premières dimensions que revêt une révolution militaire qui nous intéressent donc, l'évolution technologique dans le domaine militaire ayant permis la mise au point de nouvelles armes qui ont permis la stratégie du tout aérien au Kosovo.

a. L'évolution technologique.

- *La révolution de l'information.*

Selon Murawiec⁴¹, les trois révolutions technologiques qui se sont conjuguées et mutuellement amplifiées, depuis les années 1970, ont pour noyau dur le traitement de l'information. Il s'agit des révolutions électronique, informatique et des télécommunications. Cette triple révolution technologique se caractérise par le principe de compression qui crée un effet de productivité tel qu'une moindre masse produit des effets supérieurs.

Grâce à elles, toute information peut-être transformée en signal numérique, saisie, stockée, traitée et transmise. Ainsi, des masses gigantesques de données peuvent être transmises à très grande vitesse, en tous points du globe et à tout moment quelle que soit leur forme.

C'est la migration de ces révolutions technologiques dans le secteur militaire qui va engendrer la révolution dans les affaires militaires actuelles. Elle est le produit de la migration dans le domaine militaire d'innovations organisationnelles, sociales, politiques et technologiques. Les moyens technologiques issus de ces révolutions vont ainsi être appliqués au domaine militaire.

C'est le cas des capteurs, outils de détection, qui vont permettre de repérer l'ennemi sans être vu. Ils décèlent, identifient et mesurent les turbulences provoquées par le mouvement d'un corps dans un milieu donné. Tous les événements qui troublent tous les milieux (acoustiques, gravimétriques, chimiques, sismiques et thermiques) sont détectés. Les technologies actuelles engendrent un tel éventail de capteurs montés sur des satellites ou des avions que le champ de bataille subit un maillage implacable.

⁴¹ L. Murawiec, *La guerre au XXIème siècle*, Jacob, Paris, 1999.

En effet, les satellites géostationnaires ou en orbites portent plusieurs types de capteurs(optique, à ondes radio, à micro-ondes...) qui permettent une surveillance spatiale efficace grâce à des photos détaillées et précises, en décelant des objets invisibles à l'œil nu. Ils peuvent également permettre d'assurer un suivi de la trajectoire des missiles balistiques. Les satellites sont des moyens efficaces d'observation et de renseignement militaire.

Dans le cas de l'opération « Force alliée » au Kosovo, ils permirent au commandement américain de disposer d'une vue globale du théâtre des opérations et furent utilisés dans la préparation et l'exécution des attaques. En effet, quarante-trois satellites voués principalement à l'observation et à l'écoute avaient déjà été mis en orbite au-dessus de la région avant le début de l'opération « Force alliée » et plus d'une cinquantaine furent directement impliqués dans les opérations de coordination, de renseignement et de frappes. Ainsi, les radars du National Reconnaissance Office complétés de six satellites imageurs optiques permirent d'obtenir par tous temps une vue précise des forces armées adverses avant la frappe et d'évaluer les dégâts après l'exécution de la mission. De même, de nombreux satellites recueillant des signaux électromagnétiques eurent pour rôle d'identifier tout ce qui bouge sur le champ de bataille et des satellites de communication permirent la coordination de toutes les forces.

De même, les avions sont de véritables plates-formes porteuses d'équipements de détection et de surveillance. En effet, ceux-ci peuvent être aménagés pour intercepter les communications, les missions au sol en phonie (par téléphones portables ou émetteurs de terrain) ou encore pour dresser une cartographie exacte et précise du théâtre des opérations.

C'est le cas des quatre avions américains, les Guardrail RC-12, acheminés en Italie lors de l'opération « Force alliée » au mois de mai, leur objectif principal étant de détecter et relever le positionnement des défenses antiaériennes serbes.

Mais c'est également le cas des drones, grande innovation en matière de surveillance militaire. En effet, ces petits avions de modèle réduit, radio télécommandés et équipés de capteurs infrarouges et de caméras de télévision, sont programmés pour des missions de surveillance. Les Américains déployèrent ainsi, en Albanie, des drones Hunter, disposant d'une autonomie de vol de douze heures et atteignant une vitesse de 200 kilomètres à l'heure, puis des drones du type Predator, plus performants avec une autonomie de vol de 40 heures et une vitesse de 900 km/h. De même, à la demande des Etats-Unis, la France installa en Macédoine des drones Crécerelle qui atteignent une vitesse de 180 km/h et une profondeur

d'observation de 50 kilomètres de profondeur et des drones CL-289, plus performants avec une vitesse de 740 km/h et 150 kilomètres de profondeur.

Ainsi, tous ces moyens réunis, les images satellites, celles des avions espions, alliés à l'utilisation d'une information cartographique pointue dressent une cartographie exacte du dispositif adverse. A noter l'erreur de frappes qui a touché l'ambassade de Chine soit disant due à une information cartographique obsolète.

Les capteurs ont été perfectionnés avec la miniaturisation des processeurs et de ses autres constituants mais la véritable révolution militaire réside dans leur application systématique à la chose militaire, leur mise en réseau et l'exploitation en temps réel des données qu'ils enregistrent.

En effet, les données collectées par les capteurs sont transmises en temps réel, sous forme de signal, aux ordinateurs des centres de traitement qui les trient, les analysent et les transforment en information afin de les rendre utilisables pour les responsables. Ces derniers les intègrent alors dans une stratégie et en tirent des ordres de mission qu'ils transmettent aux tireurs. Ainsi, une chaîne rapide et ininterrompue permet la transmission en temps réel des données glanées par les capteurs à leurs utilisateurs c'est-à-dire les tireurs.

Cette connectivité est possible grâce à la téléphonie mobile par satellite, les réseaux en fibres optiques, qui transmettent les données détectées jusqu'au réseau où elles seront transformées rapidement grâce à la puissance de calcul des ordinateurs. Des moteurs de recherche généraux et spéciaux auront pour charge de corrélérer l'information avec d'autres et de fusionner toutes ces données numérisées en configurations significatives permettant au stratège de se faire en temps réel une idée précise du champ de bataille.

Les évolutions sont à la fois technologiques et opérationnelles puisqu'elles permettent une amélioration du renseignement et de l'information, une capacité plus élevée de commandement et de contrôle, et une grande précision dans le guidage des armes et des munitions.

- ***Progrès de la précision.***

Cette dernière évolution est possible grâce au développement d'un système de précision révolutionnaire, la géolocation ou GPS (navigation selon un géopositionnement précis). Constellation de 24 satellites, le GPS émet des signaux qui permettent à un récepteur radio spécialisé de déterminer avec précision sa propre position tridimensionnelle en n'importe quel point du globe. Les ordinateurs des tireurs et de leurs munitions vont être ainsi en mesure de frapper avec une marge d'erreurs pratiquement nulle. Par conséquent, l'équipement du GPS sur un missile de croisière permet de frapper la cible avec une précision presque complète à quelques décimètres près. D'autres systèmes dérivés permettent d'ailleurs d'accroître cette précision, c'est le cas du DSMAC, dont le scanner optique balaie le spectre visible et compare les images reçues à sa propre banque d'images jusqu'à ce que sa cible soit appariée à l'image qui correspond à son ciblage programmé, le missile ira la frapper avec une précision parfaite. Ainsi, le ministère de l'Intérieur yougoslave fut détruit le 2 avril 1999 par un Tomahawk après un vol de plusieurs centaines de kilomètres⁴².

Utilisé pour la première fois pendant la guerre du Golfe, le GPS est devenu l'un des systèmes capacitants central de la défense américaine. La précision de tous les systèmes de bombardement de la campagne aérienne au Kosovo repose, d'ailleurs, sur la constellation GPS. Le résultat est une précision des frappes de plus de 90 % avec une vingtaine d'erreurs de frappes pour plus de 13 000 missions d'attaque.

Ainsi, l'évolution technologique facilite la détection, la localisation et l'identification avec précision de l'ennemi et donc des cibles. Il sera donc possible de les détruire dans un temps relativement court d'autant plus que ces technologies seront incorporées dans de nouveaux systèmes d'armes. En effet, la maîtrise de la robotique, l'automatisation, la capacité de traitement de l'information ou la géolocation, permettront le déploiement de nouvelles générations d'armement et de munitions.

⁴² L. Muraviec, *op. cit.*, p.123.

b. Mise au point de nouveaux systèmes d'armes et de munitions.

La révolution technologique a deux effets principaux sur les systèmes d'armes. Elle permet d'une part, l'élaboration de munitions guidées et miniaturisées donc plus efficaces, rapides et flexibles. Il s'agit des armes conventionnelles dites « intelligentes ». D'autre part, elle permet l'utilisation de nouvelles armes qui changent la nature des bombardements : les bombardements ne visent plus seulement la destruction de l'objet bombardé mais vise à en perturber le fonctionnement au point que l'objet visé est mis hors d'état d'opérer ou de nuire. C'est le cas des bombes au graphite et à l'uranium appauvri.

- *Les armes conventionnelles « intelligentes ».*

Les bombes dites intelligentes sont des munitions à guidage de précision, électro-optique ou laser. Apparues dès le début des années 1970, c'est cependant lors de la Guerre du Golfe que les bombes à guidage laser furent réellement utilisées et, au Kosovo, 80 % des bombes lâchées furent des bombes « guidées ».

En effet, dans le cadre de l'opération « Force alliée », l'OTAN disposa de bombes à guidage laser tels que des bombes, de conception américaine, GBU 12 et GBU 16 de 250 et 500 kilogrammes, des armes air-sol modulaires guidées par un système satellitaire comme le missile air-sol Joint Direct Attack Munition (JDAM). Missile guidé par le système satellitaire GPS de navigation et contenant entre 500 et 1 000 kilogrammes d'explosifs, le JDAM porte à 30 kilomètres avec une précision de 13 mètres. Les six bombardiers « furtifs » américains B2 qui larguent ces missiles JDAM, effectuèrent d'ailleurs fréquemment des missions, chacun partant d'une base dans le Missouri et venant frapper ses objectifs en Yougoslavie à l'occasion de vols d'une trentaine d'heures avec ravitaillement.

- *les bombes « high-tech ».* (Murawiec)

Ces bombes visent à perturber le fonctionnement de la cible choisie afin de « semer la confusion » au sein du système de commandement et de contrôle de l'armée yougoslave. Il n'est plus nécessaire de détruire la cible.

Tout comme les bombes à guidage laser, cet armement fut déjà utilisé pendant la Guerre du Golfe mais à un niveau expérimental : les Etats-Unis avaient expérimenté la bombe au graphite en équipant des missiles de croisière air-sol Tomahawk « Kit 2 » lancés depuis la mer qui privèrent Bagdad d'électricité. Celles larguées au Kosovo par les chasseurs « furtifs » F-117 dans la nuit du 2 au 3 mai et le 7 mai sur la centrale électrique de Obrenovac au sud-ouest de Belgrade et sur des transformateurs haute tension de plusieurs grandes villes (Novi Sad, Nis, Bajina Basta, Drmno et bien sûr sur plusieurs quartiers de Belgrade) sont une version améliorée de ces dispositifs.

Cette bombe au graphite dont le nom de code est CBU-14 (Clubster Bomb Unit) libère des sous-munitions stabilisées au bout d'un parachute. Ces munitions se composent de milliers de particules de carbone cristallisé qui, en explosant à proximité du sol, se dispersent et s'infiltrent dans tous les systèmes électriques, sur des transformateurs ou des relais électriques. Elle crée ainsi de gigantesques courts-circuits et paralyse les réseaux électriques sans provoquer de dégâts puisque les techniciens sont obligés de nettoyer, pendant plusieurs heures, les infrastructures visées, de façon à les débarrasser de leur poussière de graphite, avant de pouvoir rétablir le courant.

De même, l'OTAN dispose, dans son arsenal, de bombes à fragmentation dont le but est de mettre hors d'état de service des pistes d'aviation ou de neutraliser des véhicules blindés, des chars ou transports de troupes. Larguées par les F-15E et F-16 de l'US Air Force et les Harrier GR7 britanniques, elles se présentent sous la forme d'un distributeur lancé d'un avion qui, à une certaine altitude pré-programmée, lâche de mini-bombes de la taille d'une canette de Coca-Cola. Ces engins sont ensuite freinés par parachute et disséminés au sol sur une étendue plus ou moins vaste selon l'effet que l'on veut atteindre. Le distributeur peut contenir deux cents de ces mini-bombes, et parfois bien davantage, entre six et neuf cents quand il est emporté par une roquette d'un calibre plus important. La munition américaine, la plus utilisée, CBU-87/B se compose d'un distributeur contenant 202 petites bombes.

Son emploi est cependant très controversé puisque au moins 5 % de ces petites bombes à fragmentation n'explosent pas. Elles constituent dès lors un danger permanent pour les populations, à l'instar des bombes antipersonnelles. D'ailleurs, l'organisation Human Rights Watch a protesté, le 11 mai, contre l'utilisation de ces armes par les forces de l'OTAN.

Un troisième type de bombe « high-tech » fut utilisée par les Alliés mais elle est à mettre à part puisqu'elle ne change pas la nature des bombardements contrairement aux deux précédentes. Il ne s'agit plus de neutraliser mais de détruire. En effet, les munitions dites à l'uranium appauvri (DU) sont utilisées pour percer les blindages les plus résistants.

Produit dérivé du processus d'enrichissement de l'uranium naturel, l'uranium 238 appauvri est un matériau dont la densité est 1,7 fois supérieure à celle du plomb, il le remplace donc avantageusement ainsi que le tungstène dans la fabrication de munitions capables de percer les blindages les plus résistants. Contenues dans des obus de 30 millimètres, ces munitions étaient tirées par des canons GAU-8 Avenger de l'avion américain d'appui au sol, spécialisé dans la lutte antichars, A-10.

La révolution de l'information a donc permis la mise au point d'armes et de munitions dotées d'une précision accrue, utilisables à une plus grande distance. C'est donc grâce à la RMA que la stratégie aérienne de l'OTAN fut permise : « Une guerre sans soldats, en ondes, en missiles, en radars et en information »⁴³.

La stratégie adoptée est donc un moyen de maintenir la suprématie des Etats-Unis, mais aussi un moyen d'épargner la vie des combattants américains et dans la mesure du possible celle des populations civiles, la haute technologie permettant de ne pas exposer les hommes.

⁴³ C. Allmang, *op. cit.*, p.99.

2. La formule « zero death war ».

La formule « zero death war » impose de faire la guerre sans risques de pertes. Il s'agit avant tout d'épargner les vies humaines et de mener une guerre sans morts.

C'est un concept mis en avant pendant la guerre du Golfe et qui prévaut aux Etats-Unis. En effet, les citoyens américains sont peu favorables dans leur majorité à l'implication des soldats américains pour rétablir la paix et refusent la mort de leur soldat. Il est d'ailleurs communément admis que le public américain, traumatisé par les expériences vietnamiennes et somaliennes (perte de 18 soldats américains en octobre 1993), ne supporterait pas de pertes militaires, même minimales.

Cependant, l'adhésion à ce concept atteint en partie les esprits européens occidentaux devenant même consensuelle et acceptée par tous les pays de l'OTAN. Cette évolution s'explique par l'attachement donné au sein des sociétés modernes post-industrielles à la vie, prise au sens individuel. Chaque vie humaine à une valeur infinie.

C'est d'ailleurs avant tout pour répondre à cet impératif de « zéro mort » que les alliés ont adopté la stratégie aérienne de guerre à distance permise par la haute technologie. En effet, le choix d'effectuer les frappes par tirs à longue portée et à distance systématique de sécurité de 5 000 mètres répondait à une recherche de sécurité optimale pour les pilotes, évitait d'envoyer trop rapidement des troupes au sol. L'OTAN ne cacha pas que l'opération au sol comportait de gros risques, la crainte d'une réaction russe mais surtout celle de trop exposer la vie des soldats. De même, l'emploi de munitions guidées et à haute précision dans plus de 90 % des cas permettait de limiter les dommages sur les civils.

La précision des armements modernes utilisés par l'aviation et la marine alliées était donc censée éviter de tuer des civils mais il est évident que la règle du tir à distance de sécurité fait de la vie des pilotes une priorité et ne pouvait, par conséquent, que provoquer des méprises tragiques et la mort de civils. L'identification des cibles en mouvement par les pilotes de l'Alliance ne pouvait qu'être compromise à une altitude de 5 000 mètres ! Comment distinguer une colonne de réfugiés d'une colonne de militaires, un camion de réfugiés d'un camion de soldats ? De même, l'élargissement des frappes aux objectifs

économiques ne pouvait qu'accentuer le risque de pertes civiles. La stratégie de guerre choisie contenait en elle-même ces bombardements sur les civils.

La logique « zéro mort » fut d'ailleurs telle que les bavures de l'OTAN furent désignées comme « dommages collatéraux », afin de masquer les erreurs de cible et d'atténuer l'impact des pertes civiles. Ainsi, pendant la durée des bombardements, 9 bavures furent reconnues par l'OTAN faisant plus de 500 morts parmi la population selon des sources serbes. Les bombardements touchèrent des quartiers résidentiels comme ce fut le cas de la première et dernière bavure de l'OTAN les 5 avril et 1^{er} juin, mais aussi des convois de réfugiés, bus, trains et l'ambassade de Chine à Belgrade le 8 mai qui provoqua le refroidissement des relations diplomatiques entre Pékin et Washington. L'Alliance en revanche n'enregistra aucune perte « sur le terrain ». Seuls deux occupants d'un hélicoptère Apache trouveront la mort lors d'un vol d'entraînement.

Ainsi, la vie des pilotes s'est avérée une priorité pendant le conflit, leur protection passant avant celle des populations civiles. Les risques sont donc réduits au minimum, sinon transférés indirectement à la population locale. D'ailleurs, le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea le reconnaît, le 18 juin, lors d'une allocution, « Nous regrettons profondément la perte de vies civiles. Aucun conflit dans l'Histoire n'a été exempté d'accidents. Il nous faut accepter la mort de quelques-uns pour sauver le plus grand nombre. L'option aérienne retenue vise à préserver autant que possible la vie des pilotes ». L'importance extraordinaire accordée à la récupération d'un pilote américain contraint de s'éjecter, le prouve.

Cette dérive pour Cédric Allmang⁴⁴, réduit à néant l'honneur de armées et du soldat. Celui-ci était prêt à sacrifier sa vie pour se battre à la place d'un autre. De là venait le respect dû au combattant, à son courage, à son engagement. Or, avec la formule « zéro mort », la vie du sauveteur devient plus précieuse que celle de la victime. Cette situation implique que les guerres prochaines sombreront dans la barbarie et la stupidité puisque les pseudo militaires n'auront plus le droit de tuer. La valeur et l'intérêt de l'armée se dissolvent dans la théorie du « zéro mort ».

Hassner⁴⁵ va même plus loin, en décrivant cette situation comme une « barbarisation du bourgeois ». Cette évolution consisterait à conserver l'idée de la valeur infinie de chaque vie humaine et donc de l'exigence « zéro mort », pour ses propres citoyens, mais à se résigner

⁴⁴ C. Allmang, *op. cit.*, p.104.

⁴⁵ P. Hassner, *op. cit.*, p.316.

de plus en plus facilement à infliger des pertes aux populations civiles adverses ou à tolérer celles des populations que l'on veut protéger pourvu qu'il s'agisse de conséquences involontaires (« dommages collatéraux ») d'actions dirigées contre des objectifs militaires ou gouvernementaux.

Cette expression paraît cependant contradictoire puisque le barbare n'a pas de respect pour la vie. Il tue tout ce qu'il peut . En revanche, le « bourgeois » répugne à la violence et au risque. Il veut avant tout préserver la vie humaine, celle de ses soldats mais aussi dans la mesure du possible celle des populations civiles et militaires de l'adversaire. Il veut évacuer la lutte à mort grâce à la technique.

La formule « zéro mort » pose en fait le problème de la hiérarchie des valeurs accordées à la vie des différentes catégories d'individus. Dans le cas du Kosovo, il s'agit d'abord de protéger ses soldats puis les populations civiles de l'adversaire c'est à dire les Serbes et enfin, les victimes civiles c'est à dire les Albanais du Kosovo.

Ces deux concepts ont donc influencé la stratégie de l'OTAN au Kosovo chacun à leur manière : la formule « zéro mort » a guidé le choix de la stratégie tandis que la RMA a permis son application.

Cependant, on peut se demander si ces concepts mis en avant par les Etats-Unis s'inscrivent dans leur culture stratégique. De même, le choix des frappes aériennes qui répondait aux conceptions des officiers de l'armée de l'air et des décideurs politiques américains s'inscrit-il en droite ligne de la pensée stratégique américaine ou annonce-t-il une nouvelle donne stratégique ?

III. NOUVELLE DONNE STRATEGIQUE ?

A. Remise en cause des théories stratégiques américaines ?

Selon Bruno Colson⁴⁶, la culture stratégique qualifie l'ensemble des pratiques traditionnelles et des habitudes de pensée qui gouvernent, dans une société géographique définie, l'organisation et l'emploi de la force militaire au service d'objectifs politiques. Elle engendre un « style national » dans la politique de sécurité et dans la conduite de la guerre.

1. Remise en cause de la culture stratégique américaine ?

Dans le cas de la formule « zéro mort » et la RMA, la question de la continuité avec la culture stratégique américaine se pose puisque ce n'est que depuis la guerre du Golfe soit depuis moins d'une dizaine d'années que les deux concepts furent érigés en doctrine d'emploi avec la « doctrine Powell ».

Fondée sur la supériorité qualitative et quantitative, elle permettrait de ne s'engager que lorsque l'on a des chances sérieuses de n'avoir aucun mort. Grâce au progrès et à la supériorité technologique, on satisfait l'impératif politique d'épargner les vies humaines.

On peut alors se demander si ce souci de limiter le nombre de pertes au minimum, répond à une évolution des sociétés occidentales en général : évolution de leurs mœurs avec le primat donné à l'individu, au respect de la vie humaine, comme on l'a vu ; mais aussi évolution de leur conscience historique avec la mauvaise conscience et le traumatisme laissés par le passé colonial et la guerre du Vietnam pour les Etats-Unis. Eviter de verser le sang devient un impératif politique surtout pour des gouvernements tournés vers leur propre

⁴⁶ B. Colson, *La culture stratégique américaine au Kosovo*, FEDN, Paris, 1993.

réélection, leur priorité étant de rassurer leur population, de satisfaire son désir de « faire quelque chose » sans provoquer sa réaction négative devant les sacrifices demandés.

De même, l'intérêt apporté au progrès et à la supériorité technologique est-il uniquement le produit de la révolution de l'information que connaissent les démocraties occidentales à plus ou moins grande échelle ?

Dans les deux cas, il s'agit donc de montrer si ces concepts sont issus de la culture stratégique américaine ou s'ils relèvent seulement du statut de puissance des Etats-Unis.

a. « Une sensibilité aux « morts américains » extraordinaire »
(Hassner)

Il est communément admis que le public américain, hanté par les images du Vietnam et de la Somalie, ne supporterait pas de pertes militaires, même minimales.

En réalité, cette crainte de verser le sang de leurs propres soldats est beaucoup plus ancienne. Selon Bruno Colson, elle provient de l'influence d'un officier américain, Dennis Hart Mahan qui associe à l'idée de victoire la volonté d'exposer les Américains le moins possible : « Faire le plus de dommages possibles à notre ennemi en nous exposant nous-mêmes le moins possible »⁴⁷. Il met en avant l'idée d'offensive, trait également essentiel de la culture stratégique américaine que nous développerons, mais tout en voulant minimiser les pertes. Influencé par Napoléon, le seul reproche qu'il osa lui faire, c'est justement d'avoir recherché la victoire à un prix parfois trop élevé. Son insistance d'épargner les soldats américains montre que Hart Mahan avait remarqué l'attachement de ses compatriotes à la vie de leurs soldats, le peuple américain étant essentiellement pacifique et jugeant la guerre non seulement inutile mais immorale. Cet attachement répondait peut-être aussi à un impératif pratique propre à la situation militaire du pays. En effet, les Etats-Unis dépendaient pour leur défense d'une armée régulière réduite et d'un petit corps d'officiers professionnels. L'armée ne pouvait donc se permettre de lourdes pertes.

Ce souci d'épargner les vies américaines semble, dès cette époque là, caractériser une culture stratégique typiquement américaine.

⁴⁷ Ibid. p.66.

Quoiqu'en dise certains auteurs comme Manon Tessier et Philippe Fortmann⁴⁸, cette aversion de l'opinion publique américaine pour les pertes américaines n'est donc pas un mythe. En revanche, ils montrent, à partir des plus récents sondages sur le sujet, que le public américain répugne infiniment moins à l'éventualité de pertes humaines que les décideurs politiques et les militaires du Pentagone ne le prétendent. De même, Pierre Hassner pense que si l'on explique aux Américains pourquoi l'on s'engage dans tel ou tel conflit, l'opinion peut tolérer un nombre raisonnable de victimes.

La formule « zéro mort » a pu donc être érigée en dogme par crainte de perdre le soutien de l'opinion publique. En réalité, c'est cette crainte des réactions éventuelles de l'opinion publique qui dicte les choix des décideurs politiques, nous le verrons par la suite.

Il n'empêche que la doctrine « zéro mort » s'inscrit dans la culture stratégique américaine. De même qu'il est clair que la fascination qu'ont montré les Américains pour la haute technologie à travers l'application de la RMA est le produit d'un autre trait de cette culture : la foi dans la technologie.

b. Une culture profondément enracinée dans la technologie.

En effet, la foi dans la technologie est typiquement américaine. Elle est ancrée dans sa culture stratégique depuis plus d'un siècle et demi et ce pour différentes raisons.

La première est intrinsèque à la société américaine, due à son caractère innovant. Selon Murawiec, ce sont les colons qui jetèrent les bases d'une tradition d'inventivité et d'innovation. Confrontés à une série de problèmes pratiques, ils durent leur trouver des solutions. Néanmoins, l'esprit d'innovation proviendrait surtout de la nature constitutionnelle des Etats-Unis (la double séparation des pouvoirs), de la nature de son économie de marché qui encourage l'initiative, et de la mobilité et fluidité de sa population. Les institutions privées comme publiques encouragent l'innovation, l'expérimentation et la nouveauté.

La deuxième raison est plus circonstancielle. La croyance dans la technologie s'est développée parallèlement à l'impératif de ne pas exposer des vies américaines. Au milieu du XIX^{ème}, l'insistance de Hart Mahan sur la nécessité de faire le plus de dommages possibles à

⁴⁸ M. Tessier, Ph. Fortmann, *Les Etats-Unis : mutation d'une superpuissance dans l'après guerre froide*, La Revue Internationale et stratégique, n°41, septembre 2000.

l'ennemi en exposant les Américains le moins possible, annonce déjà la substitution des machines aux hommes qui sera permise par les progrès de la technologie. Et, si, pendant les deux guerres mondiales, les Américains font davantage appel à la technique et aux machines que les Russes et les Allemands, c'est avant tout dans ce but. Plus la technologie est efficace, plus elle permet d'épargner le maximum de vies américaines. D'ailleurs, l'application de la révolution dans les affaires militaires au Kosovo suit le même schéma.

La troisième et dernière raison est d'ordre stratégique. Les militaires américains ont une approche « ingénierie » de la guerre qui confère une place primordiale à la compétence technique. Cette approche est un héritage de l'influence, selon Bruno Colson⁴⁹, du stratège Antoine-Henri Jomini. Contemporain de Napoléon, il étudia l'art de la guerre à partir des batailles napoléoniennes et plus particulièrement des manœuvres de l'empereur. Jomini contribua, en effet, à leur conférer un haut degré de compétence technique et leur donna une vision scientifique et géométrique de la nature de la guerre. Ce qui explique une foi souvent illimitée en l'aptitude de l'organisation et de la logistique à tout régler et justifie la croyance en la supériorité intrinsèque de leur technologie. On compte sur les progrès spectaculaires de la technologie pour régler le conflit.

L'application de la RMA au Kosovo l'illustre parfaitement. L'une des certitudes des militaires alliés était qu'une automatisation suffisante et la centralisation des renseignements rendraient le champ de bataille transparent. De même, ils étaient persuadés que les progrès de la précision adaptés à la puissance aérienne suffiraient à faire plier Milosevic dès les premiers jours du conflit.

Selon Murawiec, cette sous-estimation de l'adversaire est une des dérives inhérentes à cette « technomanie »⁵⁰. L'abus technologique conduit à sous-estimer profondément le facteur humain, l'adversaire dans sa spécificité. Il a donc pour corollaire l'incompréhension de l'Autre, de ce qui n'est pas Américain, autre trait de la culture stratégique américaine.

L'intervention américaine au Kosovo est donc en conformité avec la culture stratégique américaine ce qui, par conséquent, peut laisser présager une conduite des opérations conforme à sa pensée stratégique. Le terme de pensée stratégique désigne ici la stratégie militaire opérationnelle c'est à dire celle des forces armées.

⁴⁹ B. Colson, *op. cit.* Il montre l'influence considérable de la pensée de Jomini (1779-1869) sur l'histoire militaire américaine.

⁵⁰ L. Murawiec, *op. cit.*, p.235.

2. La « pensée stratégique »

La stratégie de l'OTAN est une stratégie du « tout aérien » qui suit un processus limité, lent et graduel. Différentes interprétations ont été données quant à la logique de cette stratégie. Pour certains, elle relevait de la logique de coercition, pour d'autres, de la dissuasion et d'autres encore reprenaient le terme de « dissuasion coercitive ».

Il paraît cependant intéressant d'adopter une certaine distance par rapport à ces interprétations et aux vifs débats qu'elles ont suscités afin de replacer cette stratégie dans le cadre de la doctrine de l'armée américaine et de la comparer avec celle de la guerre du Golfe.

Cette comparaison permettra de voir si l'armée américaine a suivi les principes de guerre traditionnels puisque le modèle du Golfe de 1991 marque le retour de la stratégie américaine classique avec la doctrine Air Land Battle.

Présentée en 1981 par le TRADOC (Training And Doctrine Command), la doctrine Air Land Battle est la base de la doctrine opérationnelle américaine en Europe. Son élaboration répond à la volonté de l'armée de terre américaine de tirer les leçons de la défaite subie au Vietnam. Cette nouvelle doctrine insiste sur la coordination des opérations aériennes et terrestres : les forces de l'armée de l'air et de terre doivent mener une bataille totalement intégrée, synchronisée. De plus, elle marque le retour de traditions propres à l'US Army, occultées pendant la guerre froide par la stratégie de la dissuasion : le sens de l'initiative et de l'offensive, la concentration des forces, l'attaque surprise, qui ont pour but l'anéantissement total de l'ennemi. L'offensive aéroterrestre dans le Golfe fut l'occasion de la tester.

A l'énonciation de ces principes, il est manifeste que la stratégie américaine au Kosovo rompt avec la stratégie classique et cela malgré le lancement d'une stratégie qui semblait conforme à celle-ci.

En effet, la décision de déclencher les hostilités contre la Serbie, le choix des frappes aériennes et le déclenchement des raids semblaient reproduire le modèle du Golfe (6 semaines de raids aériens avec 1800 appareils précédant 4 jours de combat au sol) et répondre au culte de l'offensive propre à la culture stratégique américaine.

a. Culte de l'offensive.

La préférence pour l'offensive est considérée comme une véritable caractéristique américaine, dénominateur commun de l'US Army, l'US Navy et l'US Air Force. Selon Colson, elle est la tactique de base de l'US Army depuis la guerre du Mexique au milieu du XIX^{ème} siècle. Il attribue cette préférence à l'influence du stratège Jomini dont les principes, développés dans *Le Précis de l'art de la guerre*⁵¹, rejoignent l'idée d'offensive : l'initiative, l'attaque de l'ennemi en ses points faibles ou encore la poursuite de l'armée vaincue.

Quant à l'US Air Force, elle puise également sa préférence pour l'offensive dans l'influence du général italien Giulio Douhet. Dans *Il dominio dell'aria* en 1921, il développe une théorie pour l'emploi optimale de l'aviation.

Chacune des forces armées a donc des doctrines opérationnelles et tactiques offensives. La doctrine Air Land Battle s'inscrit d'ailleurs dans ce schéma d'autant plus que l'offensive est devenue plus avantageuse grâce aux « armes intelligentes ». Pendant la guerre du Golfe, l'offensive fut à la fois aérienne et terrestre : 6 semaines de raids aériens avec 1800 appareils précédant 4 jours de combat au sol.

De même, le conflit du Kosovo commença par des bombardements aériens mais ceux-ci furent beaucoup moins intenses : après 38 jours de frappes, la fréquence des sorties aériennes était de 2 900 par jour dans le Golfe contre 600 au Kosovo.

C'est cette modération dans les frappes, alliée à un refus de l'effet de surprise dans leur planification qui établit une rupture avec la stratégie américaine classique. Il n'est pas question d'anéantir l'ennemi.

b. Refus de la stratégie d'anéantissement total de l'ennemi.

Or la recherche de la destruction de l'ennemi par la bataille est un trait de la tradition américaine héritée de Jomini et surtout de l'interprétation qu'en firent les généraux de la guerre de Sécession. En effet, des généraux comme Grant ou Lee érigèrent en dogme la destruction de l'ennemi qui n'était qu'un principe pour Jomini, principe auquel il posait des conditions. Ils reprirent le dogme napoléonien de la bataille d'anéantissement et l'appliquèrent. En réalité, c'est un concept purement « clausewitzien », pour Clausewitz⁵²

⁵¹ Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, Paris, Tanera, 1855.

⁵² Clausewitz, *De la guerre*, édition de Minuit, Paris, 1955.

seule compte la destruction totale de l'ennemi mais, il n'eut une influence que limitée sur les officiers américains au XIX^{ème} siècle.

Cette volonté d'anéantir l'ennemi renvoie également à la vision manichéenne du monde propre aux Américains. Ils s'identifient au Bien et doivent affronter un ennemi identifié quant à lui au diable : Milosevic. C'est pourquoi, la recherche de solution doit être rapide, directe et totale. Cet impératif est donc inséparable de la destruction de façon cumulée d'un maximum de cibles.

La guerre du Golfe rentre parfaitement dans ce schéma avec le choix des bombardements massifs. D'ailleurs, le général Colin Powell, président des chefs d'état-major intégrés pendant le conflit, déclarait fin janvier « nous allons lui couper la retraite puis nous l'anéantirons »⁵³. Cette intervention marque le retour de cette tradition qui, après avoir été pratiquée pendant les deux guerres mondiales par l'armée américaine, fut remise en cause dans les années 1950-1960 par le principe du recours à la « guerre limitée ». Il s'agissait d'une stratégie d'action graduelle envisagée pour sortir de la paralysie qu'entraînait l'équilibre de la terreur nucléaire. Utilisée comme instrument diplomatique pour exercer, une pression graduelle sur l'adversaire, elle correspondait parfaitement à la stratégie de la dissuasion.

Au regard de ces stratégies, il est clair que le recours au bombardement graduel et limité au Kosovo ne rentre pas dans le schéma de la stratégie d'anéantissement. Si l'on suit la logique coercitive, le but n'est pas d'anéantir l'ennemi mais de l'isoler, de l'asphyxier. Il semble plutôt renvoyer à la stratégie de guerre limitée de la guerre froide même si comme on l'a vu, de nombreux stratèges se refusent à faire entrer le conflit dans ce processus. Cette théorie est renforcée par le fait que Milosevic a accepté le plan de paix au moment où la menace de l'intervention terrestre devenait réelle. Une réunion entre Clinton et les chefs d'état-major était prévu pour envisager une intervention terrestre. Si les forces d'appui au sol américaines en vue d'un déploiement terrestre avaient été déployées en Albanie (avions d'appui, hélicoptères Apache et artillerie) depuis le début des frappes, aucune décision n'avait été prise quant à leur utilisation.

⁵³ Time, 04/02/91.

Au-delà des apparences, la logique des deux conflits est donc en totale opposition. A une logique d'anéantissement répond une logique limitée, au bombardement massif répond un bombardement graduel et cette opposition va encore plus loin si l'on étudie le choix des cibles. Là encore, tout au moins au début du conflit, la stratégie au Kosovo ne relève pas de la doctrine militaire traditionnelle et plus particulièrement de la doctrine de la puissance aérienne qu'est le bombardement stratégique.

c. Bombardement stratégique.

En effet, la planification initiale des raids prévoyait de frapper en premier lieu les forces serbes et leur soutien logistique (les deux premières phases) pour ensuite toucher le cœur même du pouvoir. L'attaque de l'armée ennemie passe avant celles des capacités politiques de la Serbie. Or, c'est justement la destruction des capacités politiques, économiques et sociales du pays que le bombardement stratégique préconise.

Il s'inspire de la théorie de la puissance aérienne du général italien Douhet qui préconise l'attaque non plus principalement des forces ennemies mais de ses « centres vitaux » c'est à dire la destruction des lignes de communication, des sites industriels et même directement des populations civiles afin d'anéantir la volonté populaire de la résistance. Par la nature des objectifs choisis, les bombardements stratégiques rappellent la « guerre totale » préconisée par Grant et surtout Sherman pendant la guerre de Sécession⁵⁴. En effet, le caractère total de la guerre les convainquit de la nécessité de s'attaquer aux ressources ennemies et non plus aux seules forces armées. Ils voulaient toucher le moral de leurs ennemis, leur volonté de résistance. Cette stratégie anti-ressources révèle un nouveau type de guerre : la guerre économique et psychologique.

Cependant, l'armée de l'air ne retiendra de Douhet que les objectifs relatifs aux unités de production et aux voies de communication. Il n'était pas question de terroriser la population civile.

C'est d'ailleurs cette interprétation qui inspira la planification des frappes aériennes contre l'Irak. Selon John Warden, planificateur des frappes⁵⁵, pour paralyser le système

⁵⁴ B. Colson, *op. cit.*, p.156.

⁵⁵ J. Warden, *La campagne aérienne. Planification en vue du combat*, Washington, première édition en 1988.

adverse, il faut le frapper au cœur. Dès lors, viser les forces militaires apparaît comme inutile, il s'agit de frapper le centre du pouvoir en touchant ses fonctions essentielles, infrastructure industrielle, réseaux de transport, de communication et population et enfin les forces déployées⁵⁶.

En revanche, cette genèse de la doctrine aérienne américaine confirme le décalage avec la planification du bombardement au Kosovo. Ce décalage peut se justifier par le fait qu'avant le début du conflit, les décisions se prenaient au sein du Conseil atlantique. D'ailleurs, la planification initiale fut abandonnée dès les premiers jours de frappes, dans un sens conforme à la doctrine américaine : élargissement des raids aux infrastructures économiques, aux voies de communication, aux symboles du pouvoir...dans le but d'infliger des dommages à la société serbe et à son potentiel économique pour toucher indirectement le leadership politique.

Cependant, les officiers de l'armée de l'air américaine qui exprimèrent tout au long des opérations leur préférence pour la destruction de cibles stratégiques, ne jugèrent pas la stratégie satisfaisante. Ils déplorèrent lors d'une audition devant la commission des forces armées du Sénat le 21 octobre 1999, une double contrainte : les limites de la décision américaine au sein de l'alliance et celles imposées par les décideurs politiques américains.

La première contrainte est à relativiser. Malgré le veto du président Chirac pour certaines frappes aériennes par exemple, il est clair comme nous l'avons vu que le choix des cibles au sein de l'OTAN relève essentiellement des décisions américaines et que ces derniers ont d'ailleurs décidé des frappes en dehors de l'OTAN.

La deuxième contrainte semble plus effective et expliquerait la rupture de la stratégie de bombardement traditionnelle. En effet, les autorités politiques doivent donner leur approbation systématique des cibles et frappes, cependant comme on l'a vu, c'est le général Wesley Clark qui les propose. La véritable contrainte vient peut-être du manque d'autonomie du Général Short, commandant de l'armée de l'air, par rapport à son supérieur le général Clark de l'armée de terre.

Dans le Golfe, cette contrainte ne se posait pas puisque les Américains ont d'une part, mené la guerre avec uniquement l'appui de la Grande-Bretagne et de la France. D'autre part, l'autonomie opérationnelle des commandants de théâtre était réelle, l'opération Desert Storm

⁵⁶ P. Vennesson, *op. cit.*, p7.

fut conduite par exemple, par le général Scharzkopf alors sous le commandement du général Powell.

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, la stratégie opérationnelle des forces alliées marqua une rupture avec la pensée stratégique traditionnelle. A l'échelle des relations internationales, il s'agit maintenant de voir si l'intervention des Etats-Unis dans le conflit répondait à la vision traditionnelle qu'ils se font de leur rôle sur la scène internationale. D'autant plus que selon Raymond Aron, « Rien de plus « traditionnel », de plus façonné par l'héritage du passé, que la diplomatie d'un Etat, sa manière de percevoir le monde international et d'y concevoir son rôle »⁵⁷.

3. Un nouvel ordre mondial ?

L'intervention américaine au Kosovo s'inscrit comme on l'a vu, dans le cadre plus large de la doctrine Brzezinski. Fondement de la politique étrangère de Clinton, cette conception sécuritaire du monde répond à la volonté américaine de construire un nouvel ordre mondial.

C'est la troisième fois au cours du siècle que l'Amérique affirme cette intention. A chaque fois que des changements bouleversent le monde et confortent sa position de puissance soit après les deux premières guerres mondiales et aujourd'hui après la guerre froide. Cependant, l'implosion de l'URSS et de son empire donne aux Etats-Unis un statut de « superpuissance » sans précédent. Le monde bipolaire laisse la place à un monde unipolaire où seuls les Etats-Unis sont en mesure d'intervenir dans les quatre coins du monde. La tentation de façonner le contexte international à l'image de l'Amérique est donc d'autant plus grande.

Différents modèles furent proposés au début des années 1990, le « nouvel ordre international » du président Bush, basé sur la sécurité collective et le règne du droit qui, désormais repousserait et punirait l'agresseur, et protégerait la victime. Mais ce modèle fut infirmé par les nombreux conflits ethniques qui suivirent la guerre froide. C'est la doctrine Brzezinski, de loin la plus ambitieuse, qui semble avec l'administration Clinton l'emporter.

⁵⁷ R. Aron, *La République Impériale*, Calmann-Lévy, Paris, 1973, p16.

Fondé sur l'idée d'une rivalité permanente entre les Etats, ce modèle voit le monde progresser vers un ordre impérial ou unipolaire fondé sur la suprématie américaine et prélude à une organisation mondiale.

Dans le cadre de cette doctrine, l'intervention américaine répond à la tendance à l'unilatéralisme typiquement américaine, au détriment du système multilatéral des Nations unies ou de l'OSCE.

a. Tendance à l'unilatéralisme.

Même si les Etats-Unis sont intervenus par le biais de l'OTAN, organisation multilatérale, ce sont eux qui ont mené l'opération. L'intervention de l'OTAN comme on l'a vu, faisait partie de l'objectif plus large de confirmation de son hégémonie en Europe.

Cette volonté d'hégémonie renvoie à des traits culturels de la politique américaine à commencer par l'exceptionnalisme américain, précepte de la politique étrangère « wilsonienne ». L'Amérique est dotée d'une nature exceptionnelle qui s'exprime dans une vertu sans égale et une puissance toute aussi inégalée.

Cependant, selon Henry Kissinger⁵⁸, qui présente lui aussi un autre modèle conflictuel, cet exceptionnalisme risque de perdre sa pertinence. En effet, malgré la position dominante que l'Amérique n'avait pas pendant la guerre froide, celle-ci, selon lui, ne se trouve pas en meilleure posture pour dicter unilatéralement l'ordre du jour mondial puisque paradoxalement sa puissance est devenue diffuse. L'Amérique même si elle est et restera la plus puissante nation, est devenue une nation parmi et comme les autres, « primus inter pares ». Selon lui, l'ordre mondial retourne après la bipolarité à la multipolarité diplomatico-militaire ce que refuse Brzezinski. Il n'est pas question de rechercher des partenaires pour maintenir l'équilibre des forces dans plusieurs régions du monde. Si l'Amérique exerce un rôle d'arbitre sur la scène eurasiatique, elle conservera sa suprématie. Il voit dans cette suprématie toutefois le moyen à long terme de créer un cadre durable pour une coopération géopolitique mondiale.

L'intervention américaine s'avère unilatérale conformément aux préceptes de Brzezinski. Il est en revanche possible que l'issue de ce conflit confirme la thèse de Kissinger.

⁵⁸ H. Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1996, p.738.

Dans l'intervention au Kosovo, il ne fut pas question de stratégie nucléaire mais il est intéressant de l'évoquer puisque la décision d'intervenir dans le conflit est contemporaine du lancement d'un projet de défense anti-missiles. Tous deux répondant à la volonté prônée par la doctrine Brzezinski, d'écarter la Russie.

b. Nouvelle orientation de la stratégie nucléaire.

Les Etats-Unis remettent en cause un des acquis les plus importants en matière de freinage de la course aux armements : le traité ABM de 1972. Ce traité interdisait à chacune des deux superpuissances de mettre l'ensemble de son territoire à l'abri des coups de l'autre. Il fut amendé en 1974, les deux superpuissances ramenant à un seul au lieu de deux le nombre de sites qui peuvent être protégés.

Or, le 17 mars 1999, le Congrès adopte le National Missile Defense Act (NMD) qui prévoit le déploiement d'un système de protection et l'affectation d'un crédit de 6,6 milliards de dollars à ce programme. Il s'agit de se prémunir d'un éventuel tir balistique intentionnel effectué par un Etat voyou « Rogue State » c'est à dire l'un de ces Etats que Washington s'est découvert comme ennemis depuis la fin de la guerre froide (la Corée du Nord, l'Iran et surtout l'Irak).

Ce projet n'est pas révolutionnaire en soi puisque pendant toute la durée de la guerre froide, les Etats-Unis comme l'URSS essayèrent de mettre au point une défense antimissiles. Mais tous les systèmes envisagés se heurtèrent à des difficultés techniques et des problèmes de coût dont le projet de Reagan, en 1984, l'« Initiative de Défense Stratégique » qui remettait également en cause le traité mais dans un contexte de guerre froide.

La décision de l'administration Clinton fut perçue par Moscou comme une manifestation de la volonté hégémonique des Etats-Unis. Il fallut attendre la fin du conflit, fin juin, pour que Moscou et Washington rendent publique une déclaration dans laquelle les deux puissances s'engageaient à reprendre les négociations sur le désarmement nucléaire et sur les systèmes anti-missiles. En outre, les Européens accueillirent avec inquiétude ce projet qui risquerait de remettre en cause l'équilibre des forces et de relancer la course aux armements.

Malgré une remise en cause partielle de la pensée stratégique, le recours à la force renvoie à bon nombre de traits typiquement américains. En fait, c'est uniquement la conduite des opérations qui rompt avec celle traditionnellement employée. Cette rupture laisse pressentir peut-être une nouvelle forme de guerre, produit de l'évolution technologique.

B. Consécration d'un nouveau visage de la guerre ?

Clausewitz n'a pas inspiré la tradition américaine comme on l'a vu, cependant il est revenu sur le devant de la scène américaine et a imprégné la pensée américaine et occidentale sur l'art de faire la guerre. En effet, les guerres du XX^{ème} siècle se conformèrent à son schéma occidental de la guerre.

Mais la révolution dans les affaires militaires va engendrer une transformation radicale du champ de bataille qui va prendre sa pleine expression dans le conflit du Kosovo.

1. Transformation du champ de bataille.

Au Kosovo, c'est la première fois que les forces armées américaines vont exploiter les avancées de la révolution militaire. Selon Murawiec, le conflit yougoslave décerne une pleine validation technologique à la révolution de la précision, de la furtivité et des capteurs. Pendant la guerre du Golfe, certains aspects de cette révolution ont été exploités comme l'utilisation d'appareils furtifs, des frappes de haute précision mais plus, sous une forme expérimentale.

Tout d'abord, avec la révolution militaire, la perception du champ de bataille se transforme. La première des missions militaires qui est d'éclaircir le champ de bataille pour nous-même et de l'opacifier pour l'adversaire n'est plus valable.

a. La guerre n'est plus « le royaume de l'incertitude »(Clausewitz)

En effet, l'éventail des capteurs utilisés par les forces alliées, permet un maillage implacable du champ de bataille. Grâce à leurs satellites, leurs avions, leurs drones, les Alliés purent détecter les mouvements des forces serbes en temps réel.

L'efficacité de cette transparence du champ de bataille est cependant à relativiser. D'une part, les forces serbes se camouflèrent le plus possible. Entraînées à la défense du territoire, elles dispersèrent, enterrèrent dépôts et installations tactiques. D'autre part, l'un des avantages qu'ils auraient pu tirer de la connaissance effective du champ, l'effet de surprise, fut éliminé, au bénéfice d'une planification des frappes annoncée.

Néanmoins, cette conscience situationnelle alliée à la précision à longue portée, permet aux soldats d'éviter la confrontation directe avec l'ennemi.

b. «Des effets, pas des masses ». (Murawiec)

Là où traditionnellement les chefs militaires devaient concentrer les « masses » c'est à dire les hommes et les équipements, la supériorité technologique permet de « concentrer des effets » c'est à dire le feu. La concentration des forces (concentrer les masses afin de faire converger le choc et le feu), première loi de la stratégie selon Clausewitz, est battue en brèche.

Les équations traditionnelles ne valent plus, la précision ne décroît plus avec la distance de frappes, il n'est plus besoin d'être proche pour frapper. La preuve en est avec les frappes effectuées à 5 000 mètres d'altitude. Les progrès de la précision n'ont cependant pas empêché les erreurs de frappes et l'une des raisons avancées par l'OTAN fut une mauvaise météorologie. Cet argument fut lourdement critiqué.

En outre, il ne s'agit plus de détruire l'adversaire mais de l'aveugler ou de le paralyser en s'assurant la maîtrise des moyens de communication et en court-circuitant par exemple les réseaux électriques. Selon Hassner, la « révolution dans les affaires militaires » consiste à substituer la maîtrise de l'information à la destruction « clausewitzienne » de l'ennemi⁵⁹. On peut le paralyser sans, à la limite, avoir à livrer bataille.

⁵⁹ P. Hassner, *op. cit.*, p.302.

Au regard de cette description, la guerre du Kosovo annonce une révolution dans l'art de conduire la guerre. Cependant, il ne faut pas oublier que cette transformation du champ de bataille fut unilatérale. Aucun affrontement direct n'eut lieu. Les forces serbes étaient au sol avec une stratégie terrestre. Il y a donc asymétrie des stratégies qui s'ajoute à une asymétrie qualitative et quantitative des forces.

La stratégie de l'OTAN et celle des forces serbes coexistent mais ne se correspondent en aucune manière. Par conséquent, les forces armées et paramilitaires serbes peuvent continuer leurs exactions au Kosovo sans être menacées directement. Selon Richard Haas⁶⁰, nous avons assisté à deux guerres au Kosovo : la première se déroula au sol entre les forces serbes et les kosovars albanais et la deuxième fut aérienne.

2. Inadéquation des fins aux moyens.

Les frappes de l'OTAN ont provoqué une accélération de la purification ethnique, alors que l'objectif officiel de leur intervention était de la stopper et de permettre le retour des réfugiés kosovars.

a. Accélération de la purification ethnique...

L'entreprise de purification ethnique avait déjà commencé, en février-mars 1998, avec le déplacement forcé d'environ 20 000 Albanais du Kosovo rejoints en automne, par 175 000 autres selon le Haut Commissariat aux réfugiés. Mais, c'est bien peu au regard des 900 000 réfugiés soit la moitié de la population recensée le 10 mai 1999. Ils étaient plus de 250 000 à passer la frontière dès les quinze premiers jours de frappes⁶¹.

L'inadaptation des frappes à la situation fut confirmée par le fait que les bombardements mirent en péril les victimes civiles justement à secourir. De plus, le choix d'orienter, par la suite, les bombardements sur la Serbie ne pouvait empêcher les exactions serbes au Kosovo.

⁶⁰ R. Haas, "Du bon usage de la puissance", *Politique internationale*, n°89, 2000, p.26.

⁶¹ B. Adam, *op. cit.*, p. 108.

C'est cette inadéquation des fins aux moyens qui est à la base de toutes les critiques : poursuivre des buts humanitaires avec des moyens aériens destructeurs. Selon Kissinger, dans un article du Newsweek, le 31 mai 1999, « une stratégie qui ne fait valoir ses convictions morales qu'à partir d'altitudes supérieures à 15 000 pieds a d'ores et déjà produit plus de réfugiés et de victimes que n'en aurait produit toute autre combinaison concevable de force et de diplomatie ».

Pour de nombreux observateurs, cette stratégie montre les ravages causés par la foi américaine en la toute puissance de la technologie. Selon Murawiec, « Les illusions de guerres menées à distance de sécurité, sans pertes qui font baisser les sondages, sans complications, les illusions de guerre propre et de zéro mort, vont de pair avec le fétichisme technologique⁶² ».

Pourtant avant le début des frappes, des personnalités américaines influentes manifestèrent leurs réticences envers celles-ci. C'est le cas du chef d'état-major inter-armée, Henry Shelton, qui, en février 1999, considérait déjà que les frappes aériennes ne pouvaient empêcher les massacres. De même, le même mois, la CIA prévoyait la catastrophe humanitaire.

Les risques inhérents aux frappes étaient donc connus des décideurs politiques, la catastrophe humanitaire comme le bombardement des civils. Mais les frappes eurent finalement lieu. Parmi les multiples raisons qui guidèrent ce choix, à commencer par la croyance en une soumission rapide de Milosevic, l'importance du modèle du Golfe, en réalité, ce fut surtout la crainte de perdre le soutien de l'opinion publique qui s'avéra déterminante. Et tout au long du conflit, c'est cette préoccupation qui guida bon nombre de décideurs.

b. ...par crainte de perdre le soutien de l'opinion publique ?

Le but des décideurs politiques est avant tout de s'assurer le soutien de l'opinion publique afin de conserver leur popularité en vue d'une réélection. Il faut donc ne pas la déstabiliser. Le choix de la stratégie rentre tout à fait dans cette stratégie politique puisqu'au nom de la formule « zéro mort » qui l'a guidée, elle est sans risque pour les soldats alliés. Jamie Shea l'énonce d'ailleurs clairement le 18 juin, rappelant que « L'option aérienne vise à

⁶² L. Murawiec, *op. cit.*, p.235.

préservé autant que possible la vie des pilotes, car la perte ou la capture de quelques-uns d'entre eux pourrait avoir des effets néfastes sur le soutien de l'opinion publique à l'opération ». De même, le président américain à plusieurs reprises au cours du conflit, exprima sa répugnance à exposer des « vies alliées » : « je n'éprouve aucun plaisir à envoyer des jeunes américains ou alliés de l'OTAN risquer leur vie ».

En outre, il faut les persuader de la légitimité de la guerre. Au début du conflit, le problème ne se posait pas, les opinions publiques ayant réagi de façon positive à l'action militaire engagée. Mais très rapidement, le doute apparaît quant à l'efficacité des frappes d'autant plus que les « dommages collatéraux » se multiplient.

Tout en affirmant leur efficacité, les dirigeants des principaux Etats membres de l'Alliance, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne vont donc, dans de fréquentes allocutions, insister sur la légitimité de ces frappes. Pour défendre la justesse de la cause, ils en appellent à une conception de la morale et de l'honneur des nations. Mais surtout, ils entretiennent une rhétorique humanitaire, certains dénonçant le « génocide » pratiqué par les Serbes, d'autres parlant de « crime contre l'humanité ». Dans cette entreprise de justification humanitaire, ils furent largement relayés par les médias qui montrèrent l'exode, l'arrivée des réfugiés et créèrent ainsi un climat psychologique favorable.

De même, les interventions quotidiennes de Jamie Shea étaient destinées à maintenir le soutien des opinions publiques des 19 pays à l'opération. Dans les premiers jours, il s'efforça de diaboliser le personnage de Milosevic. Mais les premières bavures, les fausses déclarations comme l'annonce de l'assassinat de responsables kosovars albanais ou l'attribution de bavures de l'OTAN aux forces serbes, nécessitèrent la mise en place, début mai, d'une cellule de communication animée par des spécialistes dépêchés par Clinton et Blair, chargée de produire le discours officiel. Il s'agissait de contrer la propagande de Milosevic diffusée par les télévisions serbes et de réduire l'impact que les bavures de l'OTAN pouvaient avoir sur les opinions publiques. L'emploi du terme « dommages collatéraux » et la thèse selon laquelle les victimes civiles seraient surtout dues au machiavélisme de Belgrade utilisant des « boucliers humains », répondent à cette crainte de perdre le soutien de l'opinion. Avec l'association d'images conformes à ce discours (images dont l'OTAN est la seule à disposer, les médias occidentaux n'étant pas autorisés à entrer au Kosovo), nous retrouvons tous les outils de la manipulation médiatique.

Cependant, la politique d'information de l'OTAN dut faire face à une presse occidentale sceptique contrairement à la guerre du Golfe. Même si la plupart des médias

partageaient le discours de l'OTAN sur les responsabilités de Milosevic et ont soutenu le principe de l'intervention, ils exigèrent une plus grande rigueur dans les explications données par les forces alliées sur l'évolution du conflit.

L'insistance avec laquelle l'OTAN tente de légitimer les frappes s'explique avant tout par le caractère illégal de la guerre contre la Serbie. C'est d'ailleurs, pour cela que les dirigeants des Etats membres de l'OTAN évitent d'employer le terme de « guerre » pour désigner le conflit. Certains Etats ne sont d'ailleurs pas fidèles à leur légalité interne. C'est le cas de la France, le Parlement n'ayant pas autorisé le recours à la guerre comme le proclame l'article 35 de la Constitution.

3. Précédent dans le droit international ?

a. Violation du droit international

Au regard du droit international, ces frappes sont illégales. Il n'y a pas eu d'agression d'un Etat par un autre mais surtout, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, seul organe international compétent en cette matière, n'a pas voté de résolution donnant mandat à quiconque pour réaliser cette intervention.

L'intervention de l'OTAN a violé la règle de base des rapports entre Etat, édictée clairement dans la Charte des Nations Unies (article 1§1 et 2§4) : le non recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des Etats. Deux principes fondamentaux du droit international sont donc remis en cause, la non intervention dans les affaires intérieures d'un Etat et le respect de l'intégrité territoriale de cette Etat.

L'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays n'est pas nouveau mais c'est la première fois qu'une opération non autorisée par le Conseil de sécurité eut lieu. L'opération « Restore Hope » en Somalie reçut l'habilitation de l'ONU. De même, l'opération « Tempête

du Désert » dans le Golfe se fit avec l'autorisation de l'ONU, il y était question de réprimer l'agression d'un Etat sur un autre Etat.

Manquant de fondement juridique, les Occidentaux invoquèrent l'urgence d'agir pour éviter une catastrophe humanitaire. Mais, en réalité, la légitimité de l'opération se réduira à son effectivité. Si l'OTAN réussit, son initiative risque d'établir un précédent. En revanche, si l'OTAN interrompt ses actions avant de faire plier Milosevic, elle risque de se discréditer sur le triple plan militaire, stratégique et politique.

b. Bilan des frappes

Au bout de 72 jours de frappes, Milosevic capitule mais « les forces de l'OTAN entrent au Kosovo sur la base d'un mandat de l'ONU plutôt que d'un accord entre Belgrade et l'Alliance atlantique. Le Kosovo est présenté explicitement comme une partie de la Yougoslavie bien qu'autonome. L'intégrité territoriale et la souveraineté de la Yougoslavie sont affirmées. La clause prévoyant un référendum au bout des trois années a été abandonnée, et l'insistance du début sur le contrôle complet de l'OTAN a été atténuée dans une certaine mesure par une série de mandats de l'ONU et la présence des forces russes ».

Kissinger dans cette article du Newsweek du 21 juin 1999 résume la situation. Même si les forces alliées ont gagné la guerre, c'est sur la base d'une résolution de l'ONU qu'un accord a été trouvé avec Milosevic.

Ce retour de l'ONU dans les négociations avait été annoncé dès le 12 avril. Lors d'un Conseil atlantique réunissant les ministres des affaires étrangères, les Occidentaux se montrèrent désireux de se réinsérer dans une procédure plus respectueuse de l'ONU. Ils acceptèrent également de renégocier les Accords de Rambouillet, point de rupture avec Belgrade qui avait déclenché les frappes.

Cette volonté de se conformer au droit international et à la Charte des Nations Unies fut d'ailleurs palpable dans le « nouveau concept stratégique » de l'Alliance adopté à l'occasion de son cinquantième anniversaire, le 25 avril. Celui-ci remplace le concept adopté en 1991. Au début du conflit, les Américains avaient prévu un concept plus ambitieux. L'idée était d'étendre le champ d'intervention géographique de l'OTAN au-delà de l'Europe. Cependant, devant la longueur inattendue du conflit et les résultats controversés des frappes,

le « nouveau concept stratégique » se contenta de rappeler la mission de sécurité collective de l'Organisation et de lui confier la gestion des conflits en Europe, entérinant ainsi la mutation des années 1990. Mais surtout, le texte fut plus conciliant à l'égard de la Russie tout en tenant compte de l'ONU et de la légalité internationale.

En outre, les deux objectifs majeurs, soutenus par le recours à la force par l'OTAN, n'ont pas été atteints. Le plan de Rambouillet qui devait être accepté par Milosevic, n'est plus qu'une base de discussion et les populations qui devaient être protégées furent l'objet d'une catastrophe humanitaire. La stratégie militaire de l'OTAN n'a pas donné les effets escomptés.

L'OTAN n'établit pas un précédent au regard du droit international. Cependant, le principe de l'intégrité territoriale même si indispensable au fonctionnement d'un système international stable et ordonné, cesse d'être éthiquement respectable lorsqu'un Etat exerce à l'encontre de populations placées sous sa juridiction une politique inhumaine. Le caractère sacré d'un territoire ne saurait justifier un comportement massivement et systématiquement attentatoire aux droits de l'homme. Il y a peut-être une nouvelle légitimation de l'emploi de la force.

CONCLUSION

L'intervention des Etats-Unis au Kosovo répondait à un impératif stratégique qui rentre dans le cadre des « intérêts vitaux » des Etats-Unis. Les Américains eux-mêmes ont du mal à définir ces intérêts mais il semble qu'ils ne relèvent ni de la défense de leur territoire, ni de la stabilité de leur continent, conflits et rivalités potentielles ne s'y posant pas. Leurs intérêts vitaux sont beaucoup plus larges s'étendant certainement en Europe, leur plus sur allié, et comprenant des intérêts commerciaux de grande ampleur comme dans le Golfe. Dans le cas du Kosovo, il s'agit d'assurer leur hégémonie en Europe tout en assurant la sécurité du continent, jugée fondamentale. L'intervention par le biais de l'OTAN à la demande des principaux pays européens leur permettait en outre de redonner une raison d'être à cette organisation.

Leur supériorité technologique et militaire leur permirent de conduire les opérations militaires. Les Américains eurent une grande marge de manœuvre en dépit de ce qu'ont pu dire certains militaires américains au cours du conflit. La stratégie aérienne fut d'ailleurs largement inspirée de préceptes américains. En revanche, il ne faut cependant pas exagérer l'impact de l'action diplomatique américaine. Les négociations s'effectuèrent en collaboration active avec la Russie mais aussi l'Union européenne, France, Allemagne et Grande-Bretagne.

A l'heure des bilans, en dépit de l'inefficacité des frappes, les Etats-Unis ont atteint leur principal objectif, confirmer leur hégémonie sur le continent européen. Quoiqu'on dise sur la perte de crédibilité de l'OTAN, elle a gardé sa cohésion et conserve une place de premier plan dans le règlement du conflit commandant la KFOR, force de paix pour le Kosovo. Paradoxalement, les Etats-Unis ne sont que peu représentés au sein de celle-ci d'ailleurs sous commandement anglais. De plus, l'aide à la reconstruction est essentiellement le trait de l'Union européenne. En réalité, cette situation renvoie à l'image que se font les Etats-Unis du « partage du fardeau ». Ils le conçoivent à sens unique. Dans la gestion des crises, la responsabilité du commandement et de la diplomatie reviendraient aux Américains,

les Européens devant assurer le soutien des pays à reconstruire. C'est un peu caricatural, mais il s'avère que le cas présent coïncide parfaitement avec ce schéma. L'UE a du accepter de financer quasiment seule la réhabilitation du Kosovo. En outre, d'une part, elle n'est pas parvenue à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée initialement, à savoir la stabilisation des Balkans et l'instauration d'un « protectorat » confié à l'Union. D'autre part, l'écart technologique grandissant avec les Etats-Unis rappelle qu'elle n'existe pas sur le plan militaire. Cette dépendance fait prendre conscience de la nécessité pour l'Union de se doter d'une Europe de la défense.

Les transformations technologiques ont modifié la conduite de la guerre mais la plupart des aspects fondamentaux de cette crise n'avaient rien de révolutionnaires. D'autant plus que Milosevic se plaça délibérément dans une logique de guerre traditionnelle, gardant pour lui l'initiative, l'effet de surprise. La nature de la guerre ne change pas. En revanche, le conflit du Kosovo projette une nouvelle lumière sur les rapports de la démocratie et de la force, sur les rapports entre les dirigeants, leurs opinions publiques et leur environnement extérieur et enfin, sur la morale, la politique et la stratégie.

Annexes

1. Carte de la République Fédérale de Yougoslavie (avant 1995).



Source (2000) : <http://www.diplomatie.fr/actual/dossiers/kosovo>

2. Carte du Kosovo



Source (2000): <http://www.diplomatie.fr/actual/dossiers/kosovo>

Bibliographie

Ouvrages :

sur les Etats-Unis :

ARON Raymond, *République impériale, les Etats Unis dans le monde 1945-1972*, Calmann-Lévy, Paris, 1973.

BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris, 1998.

COLSON Bruno, *La culture stratégique américaine. L'influence de Jomini*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 1993.

KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1999.

MAYER Jean-Paul, *Rand, Brooking, Harvard et les autres*, Esprit de Défense, ADDIM, Paris, 1997.

MURIAWEC Laurent, *La guerre au XXIème siècle*, Jacob, Paris, 1999.

sur le Kosovo :

ACHCAR Gilbert, *La nouvelle guerre froide, le monde après le Kosovo*, Actuel Marx Confrontation, PUF, Paris, 1999.

ADAM Bernard, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, 1999.

ALLMANG Cédric, *Les masques de guerre*, Stock, Paris, 1999.

HASSNER Pierre, *La violence et la paix*, Points Seuil, Paris, 2000.

SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Références inédites, Presses de Science Po, Paris, 1998

de stratégie :

ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962.

CLAUSEWITZ Carl-maria von, *De la guerre*, trad. Denise Naville, Editions de Minuit, Paris, 1955.

Périodiques :

sur les Etats-Unis :

BARBET Philippe, « Les nouvelles technologies au service de la guerre commerciale », *La revue internationale et stratégique*, n°42, été 2001

BONNEMAISON Eric, « La planète Amérique », *Défense nationale*, n°5, mai 2001

CARPENTIER Ch., « Les Etats Unis hors la loi ? », *Défense nationale*, n°5, mai 2001

CARTIGNY Claude, « Menace sur le traité ABM », *Recherches Internationales*, n°59, 1/2000

FOÏARD Paul-Arnaud de, « Lettre ouverte à nos amis américains », *Défense nationale*, n°5, mai 2001

GAILLARD F., DUBIER A., LE GUELTE G., « La défense antimissile, ou l'éternel retour », *La revue internationale et stratégique*, n°40, hiver 2000/2001, (p 115-134)

HAAS Richard, « Du bon usage de la puissance », *Politique internationale*, n°89, 2000

KONOVALOV Alexandre, « Les relations russo-américaines de 1991 à 2000 », *La revue internationale et stratégique*, n°38, été 2000, (p 184-198)

LEDEEN Michael, « Les paradoxes de la politique étrangère américaine », *Politique internationale*, n°89, 2000, (p 73-96)

NIQUET Valérie, « Chine-Russie, quel partenariat stratégique ? », *La revue internationale et stratégique*, n°38, été 2000, (p 29-42)

QUANDT W.B., « Clinton le facilitateur », *La revue internationale et stratégique*, n°40, hiver 2000/2001

TESSIER , FORTMANN , « Les Etats Unis : mutation d'une superpuissance dans l'après-guerre froide », *La revue internationale et stratégique*, n°41, printemps 2001

ROGALSKI Michel, « Les antimissiles américains », *Recherches Internationales*, n°59, 1/2000, (p5-29)

RYNNING Sten, « La défense européenne vue du pentagone », *La revue internationale et stratégique*, n°37, printemps 2000, (p 31-40)

VALANTIN J-M., « Le space power, nouvel horizon de la stratégie américaine », *Le débat stratégique*, n°54, janvier 2001

VENNESSON Pascal, « Les relations internationales dans la science politique aux Etats Unis », *Politix*, Tome 2, n° 41, 1998

Groupe d'étude du CARA, « Quelle position pour la France devant les projets américains de défense antimissiles (NMD) ? », *Défense nationale*, n°2, février 2001

sur le Kosovo :

CHOMSKY Noam, « Au Kosovo, il y avait une autre solution », *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, (p10-11)

DESPRETZ P., « Le droit international et les menaces d'intervention de l'OTAN au Kosovo », *Actualité et Droit international*, 2000

GHEBALI , « Totem et tabou dans le conflit du Kosovo : remarques sur les limites naturelles d'une médiation internationale », *Cultures et conflits*, 2000

OLIVIER Gérard, « La guerre dans le brouillard », *Le Spectacle du Monde*, n°446, mai 1999

HARTNAM Florence, « La prochaine guerre de M. Milosevic », *Politique internationale*, n°87, printemps 2000, (p 73-96)

RAGARU Nadège, « Les avatars de l'aide internationale dans les Balkans », *La revue internationale et stratégique*, n°40, hiver 2000/2001, (p 49-67)

SAVARY C., KULLASKI M., « La Serbie et les Balkans, 8 mois après la chute de Milosevic », *La revue internationale et stratégique*, n°42, été 2001

VENNESSON P., « Bombarder pour convaincre ? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo », *Culture et conflits*, 2000

WRIGHT Steve, « Hypocrisie des armes non létales », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1999, (p 24-25)

Articles *Le Monde* de février 1999 à juillet 1999

Table des Matières

I.	<u>MODALITES DE L'INTERVENTION AMERICAINE AU KOSOVO</u>	6
A.	<u>Raisons de l'intervention américaine</u>	6
1.	<u>Perspectives géostratégiques</u>	7
a.	<u>Objectif stratégique : empêcher la résurgence de toute puissance mondiale capable de contester la suprématie des Etats-Unis</u>	8
-	<u>Doctrines Brzezinski : ancrer l'hégémonie américaine sur le continent eurasiatique</u>	9
-	<u>Mise en application : écarter toute influence de la Russie dans cette région</u> ..	10
b.	<u>Ancrer l'Alliance dans le XXI^{ème} siècle</u>	11
-	<u>Réactualiser le rôle de l'OTAN</u>	11
-	<u>« Indispensable Amérique »</u>	12
2.	<u>Instrument de politique intérieure</u>	13
a.	<u>Décision d'intervenir entre les mains de l'exécutif</u>	13
b.	<u>Motivations électorales</u>	14
B.	<u>Intervention de l'OTAN</u>	16
1.	<u>Modalités de l'intervention</u>	17
a.	<u>Le non recours à l'ONU</u>	17
b.	<u>Extension de ses compétences</u>	18
2.	<u>Domination américaine au sein de l'OTAN</u>	19
a.	<u>Direction et contrôle des opérations</u>	20
b.	<u>Monopole du renseignement</u>	21
c.	<u>Supériorité qualitative et quantitative de l'armée américaine</u>	23
3.	<u>Intervention de la diplomatie américaine</u>	24
a.	<u>Administration Clinton : interlocutrice privilégiée des Russes</u>	25
b.	<u>Participation du secrétaire d'Etat adjoint américain dans le processus de négociations</u>	27
II.	<u>Prédominance des théories stratégiques américaines</u>	28
A.	<u>Stratégie adoptée par l'OTAN</u>	28
1.	<u>Une stratégie du tout aérien</u>	28
a.	<u>Stratégie limitée, prudente et graduelle</u>	28
-	<u>Stratégie prudente</u>	28
-	<u>Stratégie limitée</u>	29
-	<u>Stratégie graduelle</u>	29
b.	<u>La question de l'intervention terrestre</u>	31
-	<u>La Grande-Bretagne, partisane d'une intervention terrestre</u>	31
-	<u>Un discours ambigu de l'administration Clinton</u>	32
2.	<u>Logique de coercition ou diplomatie coercitive ?</u>	34
a.	<u>Logique de coercition</u>	34
b.	<u>Diplomatie coercitive ?</u>	35
B.	<u>« Concepts américains »</u>	37
1.	<u>La « Révolution dans les affaires militaires »</u>	37
a.	<u>L'évolution technologique</u>	38
-	<u>La révolution de l'information</u>	38
-	<u>Progrès de la précision</u>	41
b.	<u>Mise au point de nouveaux systèmes d'armes et de munitions</u>	42
-	<u>Les armes conventionnelles « intelligentes »</u>	42
-	<u>les bombes « high-tech » (Murawiec)</u>	42

2.	<u>La formule « zero death war »</u>	45
III.	<u>NOUVELLE DONNE STRATEGIQUE ?</u>	48
A.	<u>Remise en cause des théories stratégiques américaines ?</u>	48
1.	<u>Remise en cause de la culture stratégique américaine ?</u>	48
a.	<u>« Une sensibilité aux « morts américains » extraordinaire » (Hassner)</u>	49
b.	<u>Une culture profondément enracinée dans la technologie</u>	50
2.	<u>La « pensée stratégique »</u>	52
a.	<u>Culte de l'offensive</u>	53
b.	<u>Refus de la stratégie d'anéantissement total de l'ennemi</u>	53
c.	<u>Bombardement stratégique</u>	55
3.	<u>Un nouvel ordre mondial ?</u>	57
a.	<u>Tendance à l'unilatéralisme</u>	58
b.	<u>Nouvelle orientation de la stratégie nucléaire</u>	59
B.	<u>Consécration d'un nouveau visage de la guerre ?</u>	60
1.	<u>Transformation du champ de bataille</u>	60
a.	<u>La guerre n'est plus « le royaume de l'incertitude »(Clausewitz)</u>	61
b.	<u>«Des effets, pas des masses ». (Murawiec)</u>	61
2.	<u>Inadéquation des fins aux moyens</u>	62
a.	<u>Accélération de la purification ethnique...</u>	62
b.	<u>...par crainte de perdre le soutien de l'opinion publique ?</u>	63
3.	<u>Précédent dans le droit international ?</u>	65
a.	<u>Violation du droit international</u>	65
b.	<u>Bilan des frappes</u>	66
	<u>Annexes</u>	70
	<u>Bibliographie</u>	72

Remerciements

Un remerciement aux personnes
qui m'ont apporté leur aide dans la réalisation de ce travail
et, plus particulièrement, Messieurs Michel Hastings et Stephen Launay